

# LE RETARD DE LA PICARDIE EN TERMES DE FORMATION : ÉTAT DES LIEUX ET EXPLICATIONS



RAPPORT D'ÉTUDE  
Décembre 2009

# Sommaire

<b>Résumé</b>	<b>3</b>
<b>1ère partie : le retard de la Picardie en termes de formation : un état des lieux</b>	<b>4</b>
I. La Picardie dans les derniers rangs pour tous les indicateurs de formation	4
II. Niveaux de diplômes : un rattrapage encore insuffisant	8
III. Toutes les zones d'emploi de Picardie sous la moyenne nationale, y compris dans l'Oise	11
IV. Une typologie des régions françaises	13
4.1 <i>Un échec scolaire fortement marqué dans les régions du nord de la France et du pourtour méditerranéen</i>	14
4.2 <i>Les migrations, bien qu'intenses, modifient peu la structure des diplômes en Picardie</i>	15
<b>2ème partie : les explications du retard scolaire de la Picardie</b>	<b>18</b>
I. Les structures sociales de la région n'expliquent qu'une partie du retard de la Picardie	18
1.1 <i>Les écarts de performance scolaire entre les régions recourent les contrastes sociaux</i>	18
1.2 <i>Plus que partout ailleurs, l'héritage socioculturel pénalise les enfants picards</i>	22
1.3 <i>Pourtant certains groupes défavorisés sont moins présents en Picardie : familles monoparentales ou immigrés</i>	26
II. Des parcours de formation moins diversifiés que dans d'autres régions	27
2.1 <i>La moindre diversité des parcours scolaires</i>	27
2.2 <i>D'autres caractéristiques de l'appareil scolaire ont des effets limités</i>	31
III. A structures identiques, une moindre ambition scolaire	38
IV. Synthèse : les facteurs de la réussite scolaire	42
<b>Bibliographie</b>	<b>47</b>

*Cette étude a été réalisée dans le cadre d'une convention signée entre l'Insee, le Conseil Economique et Social Régional, le Rectorat et le Conseil Régional de Picardie.*

*Réalisation de l'étude : Insee Picardie, auteur Anne Évrard*

*Ont également participé à cette étude : Julien Fraïchard, chef de projet*

*Joël Dekneudt, Arnaud Huysen, Damien Richet*

Ce rapport d'étude et les deux études parues dans la collection "Insee Picardie Analyses" :

*« Le retard de la Picardie en termes de formation ne s'explique qu'en partie par les caractéristiques sociales de sa population » IPA N°43 décembre 2009*

*« Évaluations en 6<sup>e</sup> : l'environnement familial et le voisinage scolaire pèsent sur la réussite scolaire de l'enfant » IPA N°42 décembre 2009*

sont disponibles au téléchargement sur le site de l'Insee Picardie :

[www.insee.fr/picardie](http://www.insee.fr/picardie) espace « Les publications »

## **Résumé : le retard de la Picardie en termes de formation, état des lieux et explications**

### **I. Etat des lieux : la Picardie dans les derniers rangs pour tous les indicateurs de formation. Ceci tient non aux migrations, mais à la formation initiale.**

Le retard de la Picardie en matière de formation est tout à fait manifeste. Sur les 22 régions de métropole, la Picardie s'inscrit dernière ou avant dernière pour la plupart des indicateurs considérés. Même si le niveau s'est amélioré en Picardie comme ailleurs grâce à l'accès élargi au baccalauréat, la Picardie ne rattrape guère son retard. Les sorties sans qualification ont toutefois diminué depuis 2000. Ce retard est général sur tout le territoire régional : dans les trois départements et dans toutes les zones d'emploi, la part de sans diplôme dépasse la moyenne nationale. Les mauvais résultats de la Picardie tiennent avant tout à l'insuffisante formation de ses jeunes, les migrations avec les autres régions n'ayant qu'un impact marginal.

### **II. Explications : les mauvais résultats scolaires de la Picardie tiennent au contexte socioprofessionnel, mais aussi à des effets spécifiques défavorables à la région.**

*2.1) Par le contexte socioprofessionnel, les jeunes Picards sont les plus exposés à sortir sans diplôme de l'école, cet effet structurel pouvant expliquer un peu moins de la moitié de l'écart.*

Les structures socioprofessionnelles de la Picardie expliquent en partie la moindre réussite scolaire. Les régions qui ont les moins bons résultats scolaires sont également celles marquées par une moindre qualification des actifs et davantage de précarité. Les parcours des enfants à l'école sont très inégaux entre les groupes sociaux et plus encore selon le niveau d'éducation des parents. Si l'on considère la qualification des parents telle qu'elle est mesurée par le diplôme, les jeunes picards sont les plus exposés de toutes les régions de France métropolitaine à sortir du système scolaire sans diplôme. Un peu moins de la moitié de l'écart avec la moyenne nationale peut être directement attribué à cet héritage du milieu familial.

*2.2) Des parcours de formation moins diversifiés que dans d'autres régions.*

Après l'héritage du milieu familial, les types de parcours de formation peuvent expliquer en partie les moins bons résultats scolaires de la Picardie. Les régions qui ont les meilleures performances ont aussi des parcours plus diversifiés, avec davantage de lycées généraux, de trajectoires de reprises d'études après un CAP ou BEP et des filières d'apprentissage plus développées. Dans toutes les régions françaises, les enseignants ont des profils assez proches, ce qui ne pourrait causer d'écarts significatifs dans la réussite scolaire des enfants. La Picardie se distingue néanmoins par une part importante de jeunes professeurs qui viennent d'autres régions et par une moindre sélectivité du concours de professeur des écoles.

*2.3) Les familles de Picardie semblent faire preuve d'une moindre ambition vis-à-vis de l'école.*

Parmi les raisons des moins bons résultats scolaires de la Picardie, il faut ajouter une attitude moins ambitieuse vis-à-vis de la réussite scolaire ou une moindre persévérance des familles. A situation identique, les élèves de Picardie comme ceux du Nord-Pas-de-Calais interrompent plus souvent leurs études que dans le reste de la France. Cette moindre ambition vis-à-vis de l'école ne saurait être justifiée par les structures locales du marché du travail. Au contraire, dans une région où les qualifications sont moins élevées qu'en moyenne, le diplôme confère à celui qui le détient un avantage accru.

*2.4) Synthèse : les parcours scolaires sont fortement affectés par les déterminants individuels, sociaux mais aussi régionaux.*

Les déterminants de la réussite scolaire peuvent être évalués « toutes choses égales par ailleurs » grâce à la méthode de la régression logistique. Le poids du milieu familial se confirme avec éclat. Quand toutes leurs autres caractéristiques sont les mêmes, un fils de cadre en Picardie a 2,5 fois plus de chances de sortir diplômé du système éducatif qu'un fils d'ouvrier. Le handicap spécifique régional est également confirmé. Toutes choses égales par ailleurs, un jeune Picard a moins de chance de sortir diplômé que s'il habitait dans 19 des 21 autres régions de métropole.

## Le retard de la Picardie en termes de formation : un état des lieux

*Le retard de la Picardie en matière de formation est tout à fait manifeste. Sur les 22 régions de métropole, la Picardie s'inscrit dernière ou avant-dernière pour la plupart des indicateurs considérés. Même si le niveau s'est amélioré en Picardie comme ailleurs grâce à l'accès élargi au baccalauréat, la Picardie ne rattrape guère son retard. Les sorties sans qualification ont toutefois diminué depuis 2000. Ce retard est général sur tout le territoire régional : dans les trois départements et dans toutes les zones d'emploi, la part de sans diplôme dépasse la moyenne nationale. Les mauvais résultats de la Picardie tiennent avant tout à l'insuffisante formation de ses jeunes, les migrations avec les autres régions n'ayant qu'un impact marginal.*

### I. La Picardie dans les derniers rangs pour tous les indicateurs de formation

Sur les 22 régions de métropole, la Picardie s'inscrit au dernier ou à l'avant-dernier rang pour les indicateurs de formation : accès au baccalauréat, sorties sans diplôme, résultats aux tests dépitant l'illettrisme... Le retard s'observe à tous les stades de la scolarité et dès les jeunes âges. Ainsi, la région est déjà à l'avant dernier rang pour l'évaluation des compétences en sixième.

*60 % de bacheliers dans la génération 2006, dernier rang de France*

Parmi l'ensemble d'une génération en âge de passer le baccalauréat, 60 % l'ont obtenu en 2006 en Picardie contre 64,3 % en France métropolitaine. L'Académie d'Amiens est dernière avec celle de Lille pour l'accès au bac des jeunes qui y font leurs études. Quelques jeunes qui vivent en Picardie sont scolarisés dans des régions voisines. Il s'agit principalement de jeunes de l'Oise qui ont leur lycée en Île-de-France. Comme leurs résultats sont meilleurs que ceux scolarisés dans la région, la Picardie remonte d'une place si l'on considère l'accès au baccalauréat des jeunes qui y résident : la région est à l'avant dernier-rang selon ce critère, devant le Languedoc-Roussillon.

Proportion de bacheliers dans une génération - session 2006

Source : ministère de l'Éducation nationale

Académies	Proportion de bacheliers dans une génération selon le lieu :	
	de résidence (%)	de scolarisation (%)
Rennes	71,6	72,6
Versailles	69,2	66,1
Paris	68,5	<b>84,3</b>
Grenoble	67,8	68,1
Nantes	66,3	66,4
Dijon	65,6	67,0
Limoges	65,3	68,6
Poitiers	65,1	64,1
Clermont-Ferrand	64,8	64,5
Nancy-Metz	64,4	64,6
<b>France métropolitaine</b>	<b>64,3</b>	<b>64,3</b>
Nice	64,2	62,6
Besançon	64,1	64,4
Caen	63,6	63,2
Orléans-Tours	63,3	62,4
Créteil	63,2	59,4
Corse	63,1	61,9
Bordeaux	63,0	62,7
Lyon	62,8	62,7
Toulouse	62,8	62,7
Reims	62,7	63,3
Rouen	62,4	62,8
Aix-Marseille	62,2	64,7
Strasbourg	61,9	61,8
Montpellier	60,4	58,7
Lille	60,1	60,4
<b>Amiens</b>	<b>60,0</b>	<b>58,9</b>

*Des sorties sans qualification moins nombreuses qu'avant, mais qui restent préoccupantes pour la Picardie*

Dans l'Académie d'Amiens, 2170 élèves sont sortis sans qualification<sup>1</sup> en 2007. Avec un taux de sans qualification de 8,3 %, l'Académie d'Amiens se trouve à l'ante pénultième rang des académies devant celles de Créteil et de Nice et derrière celle de Lille. Sa situation s'est améliorée, puisqu'elle se situait à l'avant-dernier rang devant la Corse en 2000. Les sorties sans qualification ont en effet fortement diminué depuis 2000 : en Picardie, elles sont passées de 10,8 % en 2000 à 8,3 % en 2007 et de 7,0 % à 5,6 % en moyenne nationale. Cette baisse s'explique essentiellement par la réduction des abandons d'études au collège et en début de CAP et BEP. Par rapport à 2000, la plupart des régions mal classées, dont la Picardie, voient leur taux se rapprocher de la moyenne. Toutefois le taux picard de 2007 reste encore supérieur à celui de la France en 2000. Ces sorties sans qualification sont d'autant plus préoccupantes que les difficultés de ces jeunes sont importantes sur le marché du travail. En Picardie, ce sont les élèves qui sortent de CAP ou BEP avant leur dernière année de formation qui contribuent le plus aux sorties sans qualification.

**Taux de sorties sans qualification<sup>1</sup> par Académie en 2000 et 2007**

Source : ministère de l'Éducation nationale

	2000	2007
Nice	7,9	8,5
Créteil	9,2	8,4
<b>Amiens</b>	<b>10,8</b>	<b>8,3</b>
Lille	8,4	7,7
Versailles	9,1	7,3
Île-de-France	7,2	6,9
Dijon	6,8	6,8
Montpellier	8,5	6,7
Reims	8,5	6,5
Corse	14,4	6,5
Strasbourg	6,4	6,4
Besançon	8,5	5,9
Caen	8,2	5,6
<b>France métropolitaine</b>	<b>7,0</b>	<b>5,6</b>
Orléans-Tours	8,3	5,4
Clermont	5,5	5,1
Grenoble	6,8	4,9
Aix-Marseille	6,8	4,8
Nantes	5,4	4,8
Rouen	7,7	4,8
Poitiers	5,0	4,0
Nancy-Metz	6,1	3,9
Lyon	5,5	3,9
Bordeaux	6,0	3,5
Toulouse	6,9	3,3
Rennes	3,9	2,6
Limoges	5,3	0,6

<sup>1</sup>niveau VI et Vbis : années intermédiaires du premier cycle de l'enseignement secondaire (sections d'éducation spéciale et sections d'enseignement général et professionnel adaptées incluses), hors quatrième technologique. Années intermédiaires du second cycle court (première année des certificats d'aptitude professionnelle (CAP) et brevets d'études professionnelles (BEP) en 2 ans, première et seconde années des CAP en 3 ans).

<sup>1</sup> Les sortants « sans qualification » sont ceux qui ont quitté le système éducatif avant d'avoir atteint l'année terminale de CAP ou de BEP, ou la classe de seconde générale ou technologique.

## Le taux d'illettrisme des jeunes de 17 ans place la Picardie en queue de peloton

Les tests auxquels sont soumis les jeunes garçons et filles âgés de 17 ans au cours de la Journée d'Appel de Préparation à la Défense donnent un indicateur de l'illettrisme parmi cette population. L'illettrisme qualifie alors la situation des jeunes qui éprouvent de graves difficultés face à l'écrit au point de ne pas lire ou écrire un message très simple. Ces tests donnent des résultats assez alarmants pour la Picardie : en 2006, 8,1 % des jeunes Picards sont en situation d'illettrisme<sup>2</sup> contre 4,8 % des jeunes Français de métropole. La Picardie se place dernière selon ce critère. Les trois départements picards se positionnent parmi les 8 derniers départements : avec un taux de 9 %, l'Aisne arrive en dernière position des départements, l'Oise présente un taux de 7,9 % et la Somme de 7,5 %.

### Part des jeunes en situation d'illettrisme en 2006

Source : Journées d'appel de préparation à la défense (JAPD)

Région	en %
<b>France Métropolitaine</b>	<b>4,8</b>
<b>Picardie</b>	<b>8,1</b>
<b><u>Les 8 derniers départements :</u></b>	
<b>Aisne</b>	<b>9,0</b>
Seine-Saint-Denis	8,1
Pas-de-Calais	8,0
<b>Oise</b>	<b>7,9</b>
Orne	7,7
<b>Somme</b>	<b>7,5</b>
Eure	7,3
Nord	7,3

### Un retard déjà perceptible en fin d'école primaire

Par rapport aux autres régions de métropole, le retard de la Picardie s'observe dès le début du collège, ainsi qu'en témoignent les résultats aux évaluations nationales de 6<sup>ème</sup> effectuées en septembre 2008. Ces évaluations portent sur le français et les mathématiques. Dans les deux disciplines, les scores de réussite se situent sous la moyenne nationale, avec 6 points de moins pour le protocole de français et 3 points de moins pour celui de mathématiques. Ce constat vaut pour les trois départements picards même si les enfants de l'Oise obtiennent des scores légèrement plus élevés que ceux de l'Aisne ou de la Somme. Les résultats de l'évaluation des compétences des élèves de CM2 effectuée en janvier 2009 montrent que l'écart entre la Picardie et l'échelle nationale est déjà présent en classe de CM2. Pour le protocole de français comme pour celui de mathématiques, l'Académie d'Amiens obtient les moins bons résultats de toutes les académies, exception faite de celle de Créteil.

Ce retard est préoccupant pour la Picardie car les résultats obtenus en 6<sup>ème</sup> ou CM2 sont déterminants pour l'avenir des élèves. En effet, la plupart des jeunes qui sortent sans qualification du système scolaire sont justement arrivés avec un retard scolaire consécutif à des déficits marqués en matière d'acquisition cognitive en français ou en mathématiques. Dans une enquête<sup>3</sup> réalisée en 2005 par l'éducation nationale auprès d'enseignants du primaire et du secondaire, ceux-ci estiment que la famille est en mesure de jouer un rôle positif auprès des enfants du premier degré mais qu'au collège,

<sup>2</sup> Source : ministère de la Défense

<sup>3</sup> note d'information 07.16 du ministère de l'Éducation nationale « Les représentations de la grande difficulté scolaire par les enseignants »

les difficultés déjà installées ne peuvent que s'amplifier, empêchant les lacunes de se combler. Le retard pris par un enfant semble bien difficile à rattraper quand celui-ci est entré au collège.

### Réussite des enfants aux évaluations en 6ème

Source : Rectorat rentrée 2008-2009

	Protocole de français	Protocole de mathématiques
Aisne	50,4	60,3
Oise	51,7	61,1
Somme	50,2	60,7
<b>Picardie</b>	<b>50,9</b>	<b>60,7</b>
France Métropolitaine	57,2	63,7

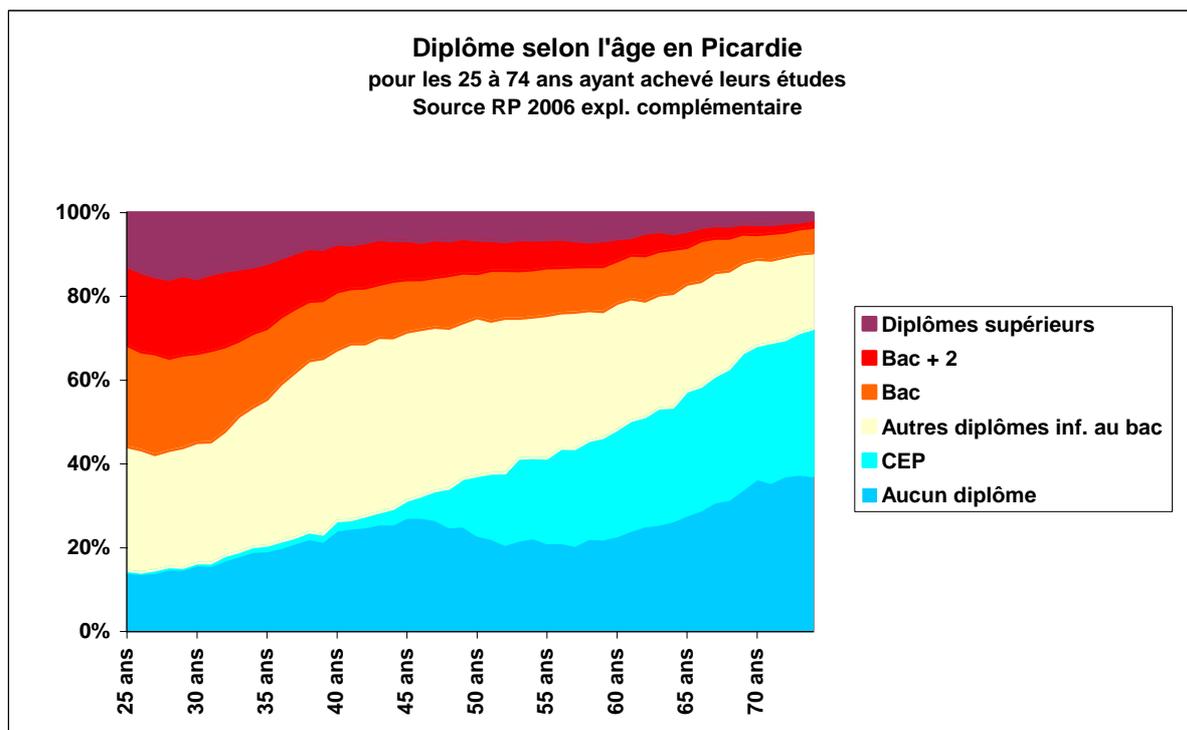
### Résultats de l'évaluation des compétences des élèves de CM2 effectuée en janvier 2009

Source : Rectorat rentrée 2008-2009

	Protocole de français	Protocole de mathématiques
Aisne	67	57
Oise	73	59
Somme	70	60
<b>Picardie</b>	<b>71</b>	<b>59</b>
France Métropolitaine	75	65

## II. Niveaux de diplôme<sup>4</sup> : un rattrapage encore insuffisant

En conséquence du retard scolaire de la Picardie, les personnes d'âge actif qui y résident ont un niveau de diplôme inférieur à la moyenne. Ces moindres niveaux de formation pénalisent les Picards dans leur insertion sur le marché du travail. Les jeunes non diplômés sont ceux qui rencontrent les plus grandes difficultés à trouver un emploi : en France, parmi l'ensemble des élèves sortis du système scolaire depuis moins de 4 ans qui se retrouvent au chômage, quatre sur dix sont non diplômés du secondaire ou titulaires du seul brevet des collèges<sup>5</sup>.



*Des niveaux de formation qui se sont élevés en Picardie comme en France métropolitaine*

En Picardie comme en France métropolitaine, les niveaux de formation se sont nettement élevés en 20 ans. Un jeune sur deux issu de la génération 1970<sup>6</sup> est titulaire du baccalauréat, ce qui représente le double de la génération 1950. La part de diplômés supérieurs au bac a aussi plus que doublé en Picardie entre la génération 1970 et la génération 1950 (elle est passée de 14,7 % à 32,5 %). Dans le même temps, la part de sans diplôme a diminué d'un tiers.

*Un niveau de formation sous la moyenne*

En Picardie, les individus d'âge actif présentent toujours en 2006 des niveaux de formation bien inférieurs à la moyenne nationale. Dans la région, 21,4 % des 15 à 59 ans ayant achevé leurs études n'ont aucun diplôme<sup>7</sup> contre 16,1 % en France métropolitaine (et 15,9 % en France de Province). La part de possesseurs d'un diplôme supérieur au bac s'élève à 20,4 % contre 27,5 % en France métropolitaine ( et 24,9 % en France de Province).

<sup>4</sup> Dans la suite de ce document, on s'intéresse au niveau de diplôme tel qu'il est recueilli dans le recensement de la population.

<sup>5</sup> Ministère de l'Éducation nationale - note d'information de janvier 2008 « Les sorties sans qualification : la baisse se poursuit ».

<sup>6</sup> Ayant achevé ses études : dans cette génération, ils ne sont plus que 1,2 % à poursuivre des études

<sup>7</sup> Sans diplôme stricto sensu (les Certificats d'études primaires ne sont pas comptés).

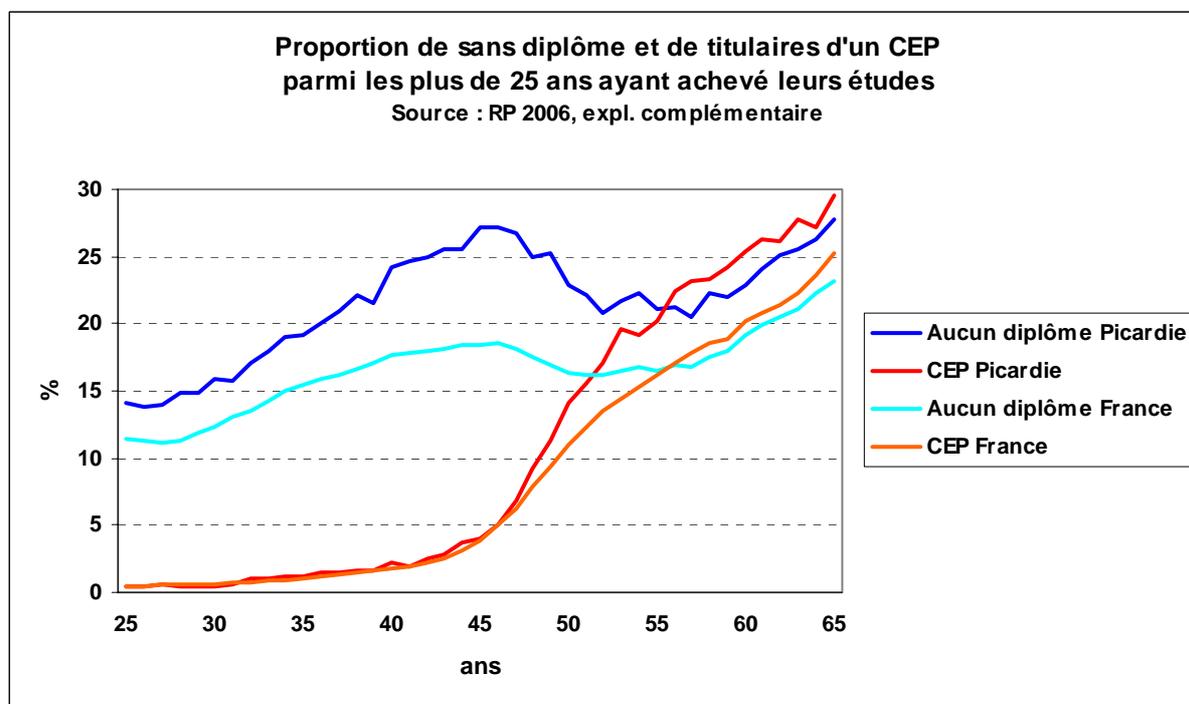
### Un rattrapage encore insuffisant

On retrouve logiquement, pour le niveau de diplômes constaté au recensement, le rattrapage déjà évoqué pour les sorties sans qualification du système scolaire. La part de sans diplôme<sup>8</sup> dépasse encore la moyenne nationale, mais elle s'en rapproche. Pour la génération 1960, la Picardie comptait 6,4 points de plus qu'en moyenne nationale. L'écart est de 3,4 points pour la génération 1970 : 16,5 % de cette génération sont sortis du système scolaire sans diplôme en Picardie contre 13,1 % en France métropolitaine. Ainsi, la Picardie recolle un peu la moyenne nationale, mais l'écart demeure assez prononcé. Il faut ajouter en outre que le fait d'être dépourvu de diplôme est de plus en plus pénalisant. En 1980, un jeune sans diplôme avait 1,6 fois plus de risque d'être au chômage qu'un jeune ayant un CAP ou un BEP. En 2002, ce rapport était de 2,8<sup>9</sup>. Les enquêtes Génération du Centre d'études et de recherches sur les qualifications (Céreq) révèlent également que 32 % des jeunes sans diplôme étaient au chômage trois ans après la fin de leur scolarité en 2004, contre 25 % en 1998. La forte remontée du chômage, particulièrement parmi les moins qualifiés, que l'on connaît depuis la fin 2008, ne peut qu'accentuer encore ce phénomène.

Malgré la généralisation du baccalauréat, la Picardie n'a pas encore rattrapé la France au niveau du bac : 53,8 % de la génération 1970 est titulaire au moins du baccalauréat en Picardie contre 61,3 % en moyenne métropolitaine (et 58,9 % en France de Province).

De même, la jeunesse picarde a moins profité que l'ensemble de la métropole de l'accès élargi à l'enseignement supérieur : sur 20 ans, l'écart reste inchangé entre la Picardie et la France : pour les diplômes supérieurs au bac, 7 points d'écart pour la génération 1950 contre 7,5 points pour la génération 1970.

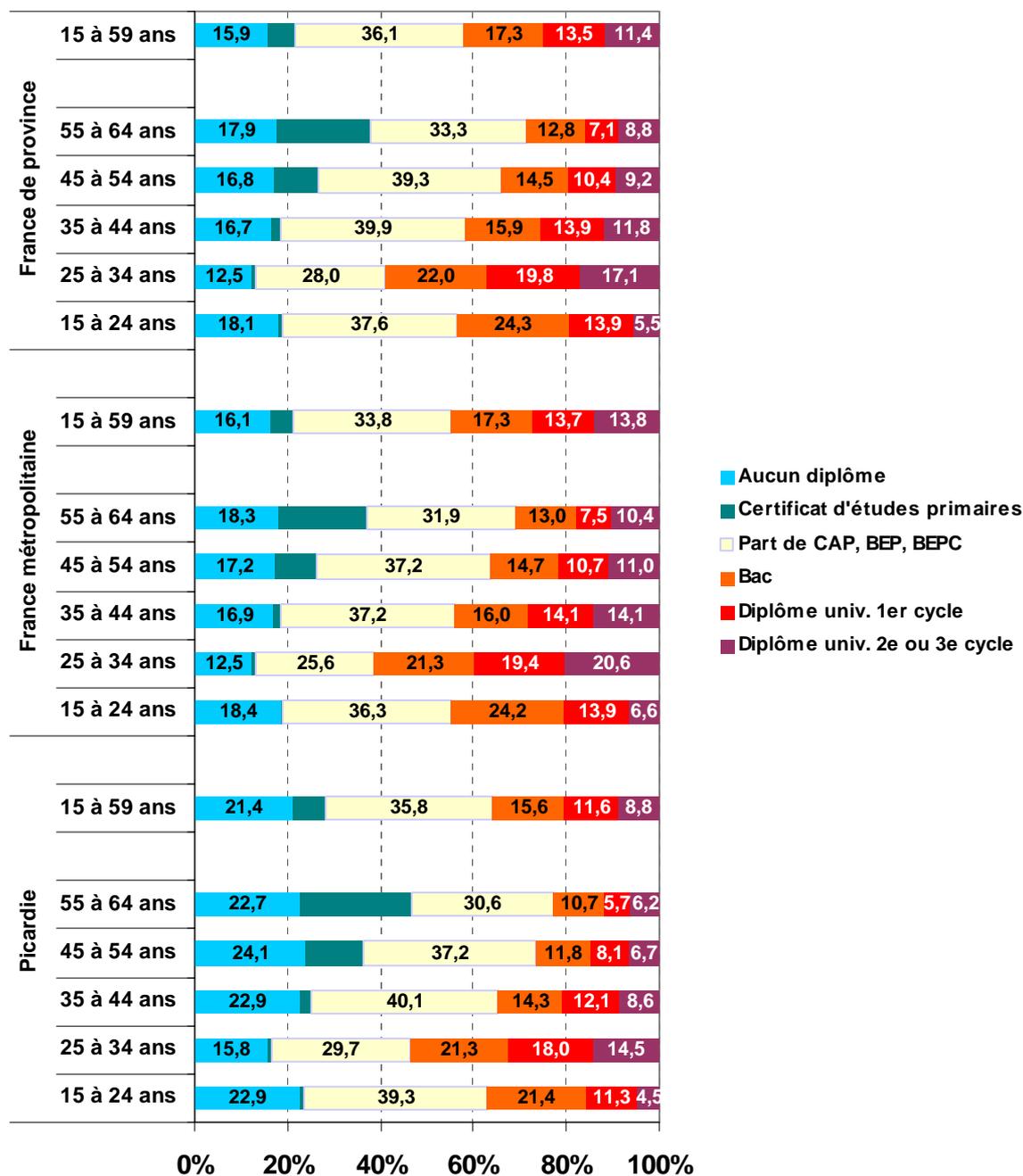
La disparition du certificat d'études primaires a un impact sur les niveaux de diplôme des générations qui ont entre 40 ans et 50 ans en 2006. Cette tranche d'âge compte un peu plus de sans-diplôme que celle de dix ans plus âgée. En effet, lorsque cette génération était d'âge scolaire, le certificat d'études primaires est tombé en désuétude, cependant que l'accès au baccalauréat ne progressait pas au même rythme. Il en a résulté une remontée des sorties sans diplôme par rapport aux générations précédentes. Cet effet est encore accru en Picardie où le certificat d'études primaires était particulièrement diffusé.



<sup>8</sup> Dans ce paragraphe, les titulaires d'un certificat d'étude primaire sont comptés parmi les sans diplôme.

<sup>9</sup> Éducation et formation n°66 de 2003 par Caille et Lemaire.

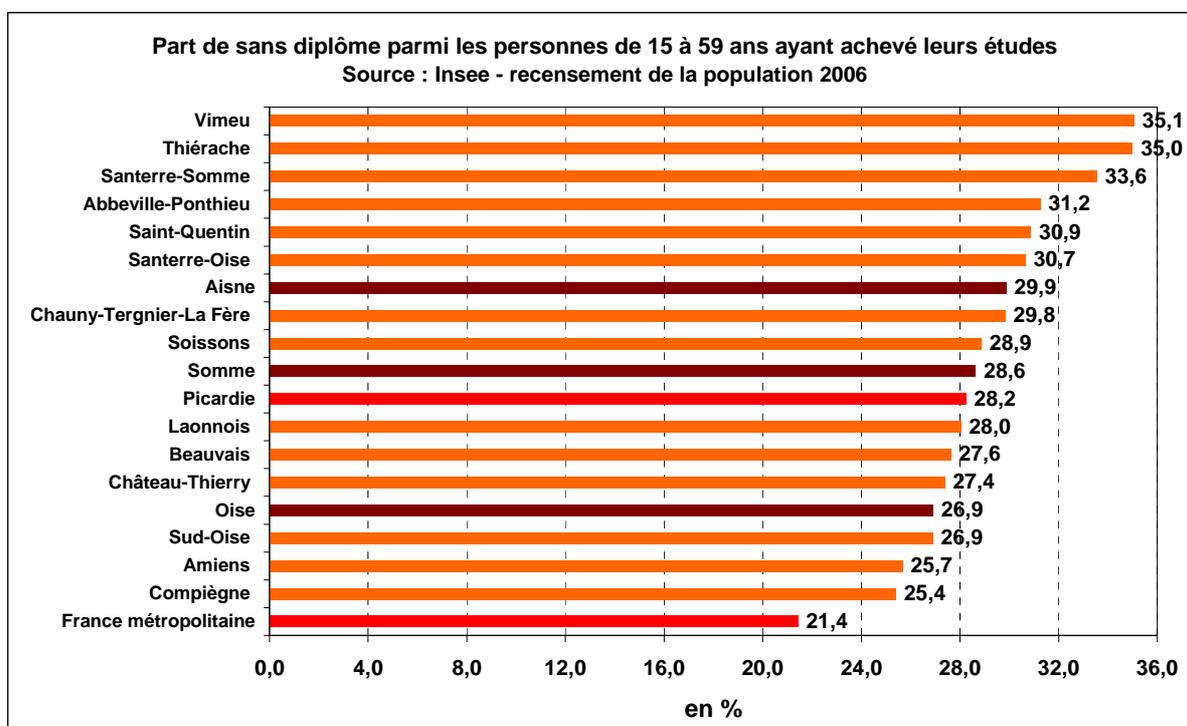
**Répartition des diplômes selon les générations**  
 parmi les individus ayant achevé leurs études - source : RP 2006



### III. Toutes les zones d'emploi de Picardie sous la moyenne nationale, y compris dans l'Oise

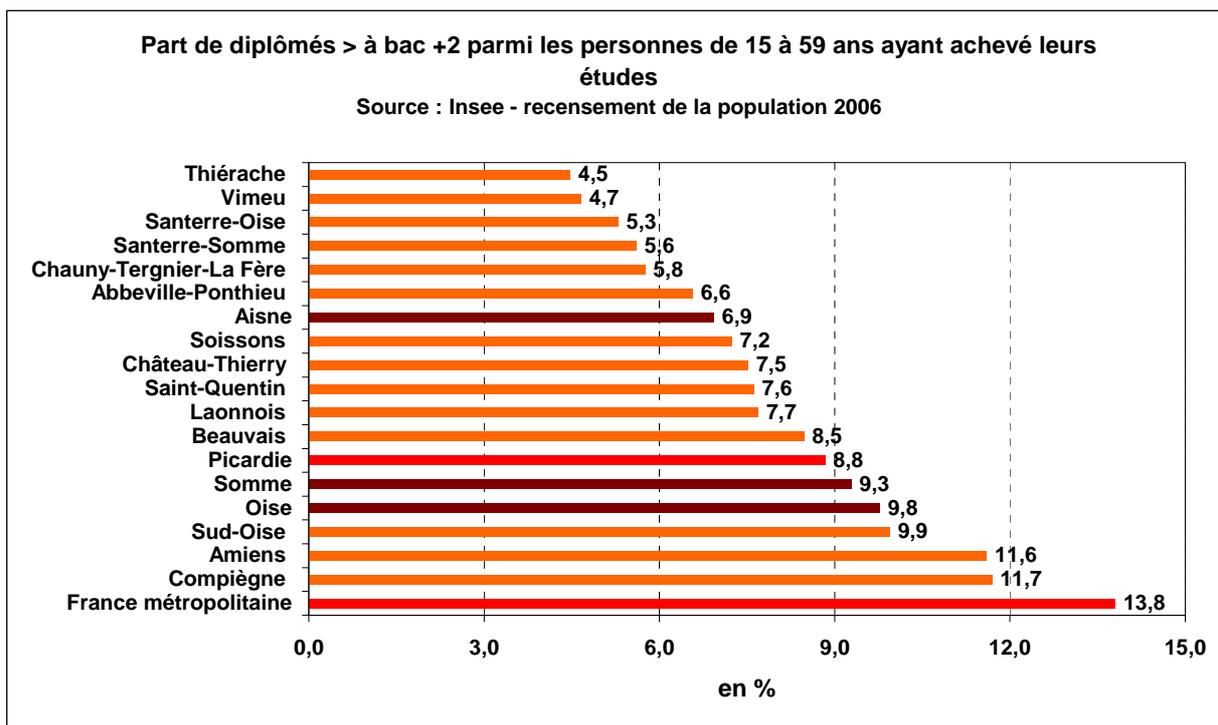
Les personnes d'âge actif vivant en Picardie ont des niveaux de formation bien inférieurs à la moyenne nationale : les Picards de 15 à 59 ans ayant achevé leurs études sont 28 % à ne pas avoir de diplôme contre 21 % en France métropolitaine. Le retard de la région en matière de diplôme est général sur tout son territoire. Les trois départements picards présentent un déficit de diplômes. La part de sans diplôme dans l'Oise est inférieure de 2 points à celle de la Somme et de 3 points à celle de l'Aisne. L'Oise est donc mieux classée que les deux autres départements mais sa part de sans diplôme<sup>10</sup> parmi les 15-59 ans sortis du système scolaire dépasse encore de 5,5 points la moyenne nationale. De même, la part des diplômés universitaires de 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> cycle y est près de 4 points sous la moyenne. La meilleure position de l'Oise s'explique en partie par la plus grande jeunesse de sa population, qui a profité de l'accès élargi au baccalauréat. La Somme rejoint l'Oise pour sa part de diplômés du supérieur tandis que la part de l'Aisne, très faible, atteint juste la moitié du chiffre national.

Dans toutes les zones d'emploi de Picardie, les actifs ont un niveau de formation sous la moyenne nationale. La part de sans diplôme est très élevée dans les zones d'emploi les plus rurales et les plus âgées, situées au nord de la Picardie : le Vimeu, la Thiérache, le Santerre Somme et Abbeville-Ponthieu. En revanche, les zones d'emploi du sud de la région bénéficient d'un taux de sans diplôme plus faible que la moyenne régionale. Trois des zones d'emploi de l'Oise (Compiègne, Sud-Oise et Beauvais) ainsi que la zone de Château-Thierry ont des populations plus jeunes qui ont pu bénéficier d'un accès plus généralisé aux diplômes. A cet effet direct dû à l'âge s'ajoute l'effet indirect dû à la reproduction du modèle familial : dans ces zones, les actifs ont des professions plus qualifiées et la catégorie socioprofessionnelle des parents entraîne une meilleure réussite des enfants à l'école. La zone d'emploi d'Amiens se classe deuxième après celle de Compiègne pour sa part de sans diplôme mais aussi pour celle de diplômés du supérieur. Son statut de capitale régionale lui vaut une plus forte présence de cadres et de professions libérales. Sa part de diplômés du supérieur<sup>11</sup> (11,6 %) est très proche de celle de la France de Province (11,4 %), ce qui est peu pour une préfecture de région. Les parts de diplômés du supérieur dans les préfectures de régions proches dépassent celle de la zone d'emploi d'Amiens : 12,9 % dans la zone d'emploi de Reims, 12,2 % dans celle de Caen et 19,4 % dans celle de Lille. Seule, la zone d'emploi de Rouen se tient près de celle d'Amiens (11,8 %).

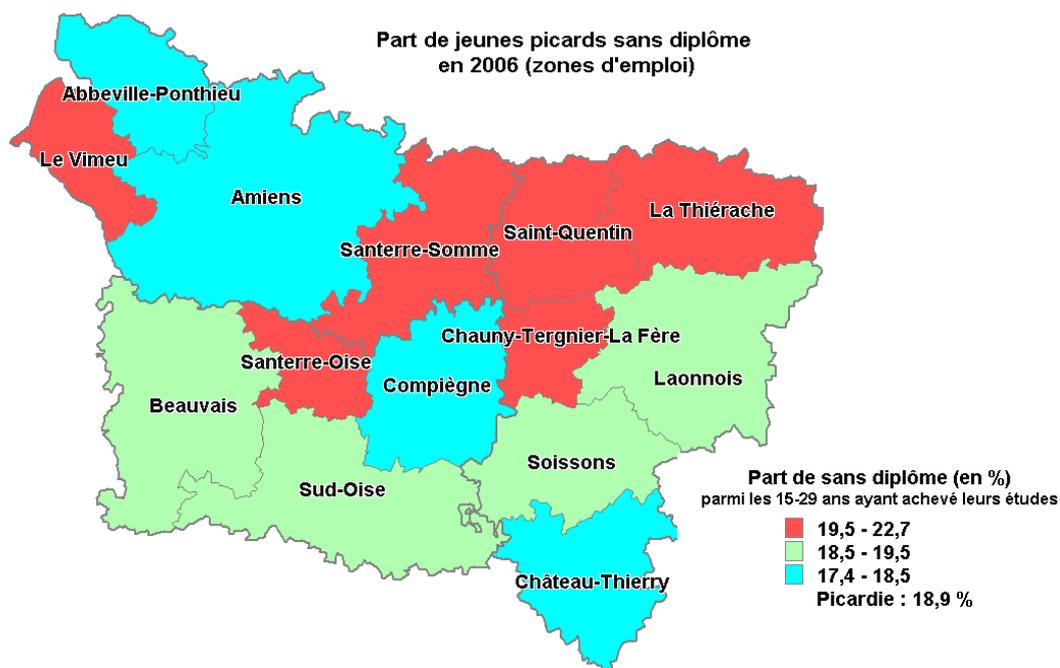


<sup>10</sup> Dans ce paragraphe, les titulaires du seul certificat d'étude primaire sont compris parmi les sans diplôme.

<sup>11</sup> Qui ont obtenu un diplôme supérieur à bac plus 2.



La part de sans diplôme chez les jeunes est aussi plus élevée en Picardie : 18,9 % de sans diplôme en Picardie parmi les 15 à 29 ans ayant achevé leurs études contre 15,1 % en France métropolitaine et en France de province. Là encore, toutes les zones d'emploi de Picardie se situent au-dessus de la moyenne nationale pour leur part de sans diplôme. L'effet âge ne jouant plus, le département de la Somme se hisse au niveau de celui de l'Oise pour la part de sans diplôme. Le clivage nord-sud est aussi moins marqué, la zone d'Abbeville-Ponthieu par exemple rejoint les zones les mieux classées de la région. Les écarts entre les zones s'amointrissent grâce aux progrès de la scolarisation.



#### IV. Une typologie des régions françaises

Encore au troisième rang pour les jeunes sans diplôme, la Picardie n'a pas suivi les progrès de la Basse-Normandie

D'après les données du recensement de la population de 2006, la Picardie occupe la 3<sup>ème</sup> place pour sa part de jeunes sortis du système scolaire sans diplôme<sup>12</sup>, derrière la Corse et le Languedoc-Roussillon. Ainsi, 19 % des jeunes picards de 15 à 29 ans ayant arrêté leurs études n'ont pas obtenu de diplôme. Ce taux est nettement supérieur à celui de la France métropolitaine (15 %).

Le classement des régions selon leur part de sans diplôme a peu varié entre 1999 et 2006. Le Languedoc-Roussillon s'est intercalé à l'avant-dernière place entre la Picardie et la Corse. Seules trois régions voient leur classement varier sensiblement. La Basse-Normandie progresse de 5 places pour obtenir en 2006 un taux de sans diplôme juste inférieur à la moyenne nationale. En revanche, l'Île-de-France et l'Alsace reculent toutes les deux de 5 places : l'Alsace se retrouve dans les régions mal placées et l'Île-de-France a un taux de sans diplôme dans la moyenne nationale alors qu'il était en dessous en 1999.

**Part de sans diplôme parmi les 15-29 ans\* ayant achevé leurs études  
RP06 - exploitation complémentaire**

Régions	RP1999	RP2006	différence de classement entre RP 1999 et RP 2006
Bretagne	10,6	9,1	0
Pays de la Loire	14,4	11,4	1
Auvergne	15,3	12,3	2
Midi-Pyrénées	14,3	12,5	-2
Limousin	15,1	13,2	-1
Poitou-Charentes	16,6	13,2	2
Aquitaine	17,3	14,2	2
Rhône-Alpes	16,2	14,4	-1
Lorraine	17,5	14,6	1
<b>Basse-Normandie</b>	<b>19,8</b>	<b>14,7</b>	<b>5</b>
<b>France métropolitaine</b>	<b>17,4</b>	<b>15,1</b>	
<b>Île-de-France</b>	<b>16,0</b>	<b>15,2</b>	<b>-5</b>
Centre	17,9	15,3	-1
Franche-Comté	19,0	15,8	1
Bourgogne	18,0	15,8	-2
Nord-Pas-de-Calais	19,9	16,0	1
Haute-Normandie	20,4	16,5	2
Champagne-Ardenne	20,1	17,2	0
<b>Alsace</b>	<b>18,1</b>	<b>17,6</b>	<b>-5</b>
Provence-Alpes-Côte d'Azur	20,7	18,4	0
<b>Picardie</b>	<b>22,3</b>	<b>18,9</b>	<b>1</b>
Languedoc-Roussillon	21,6	19,1	-1
Corse	25,6	22,0	0

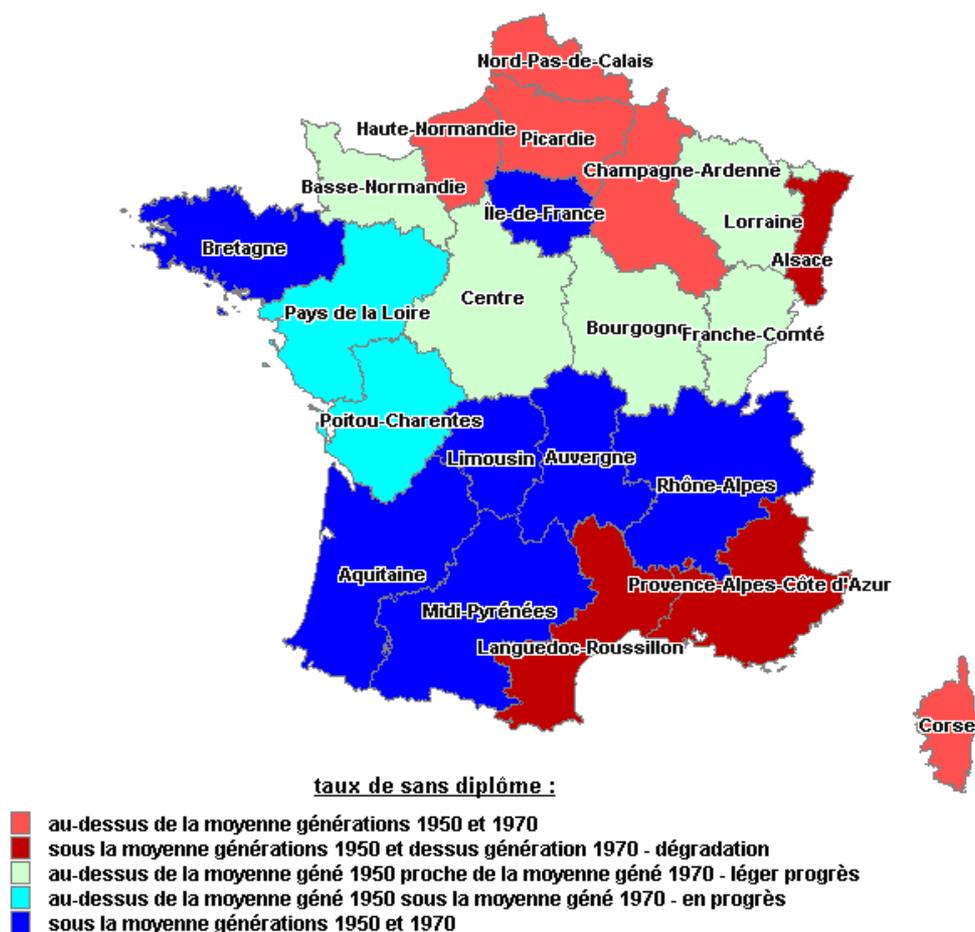
15-29 ans\* : âge révolu (non inscrits dans un étab. scolaire) pour 1999 et 2006

<sup>12</sup> Par « sans diplômés » on entend sans diplôme ou possesseurs d'un certificat d'études primaire

4.1) Un échec scolaire fortement marqué dans les régions du nord de la France et du pourtour méditerranéen

### Typologie des régions selon leur part de sans diplôme et l'évolution de leur taux de sans diplôme entre les générations 1950 et 1970

Source : EAR Cumul 2004-2007



Une typologie des régions selon la part des sans diplômés, et l'évolution de cette part entre les générations nées en 1950 et 1970, permet de distinguer cinq groupes de régions :

**1° groupe : Taux de sans diplôme nettement plus élevé que la moyenne sur les deux générations (1950 et 1970) : Haute Normandie, Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne, Picardie et Corse**

- La Picardie se démarque par des taux encore plus élevés que les autres régions.
- La Corse a connu une dégradation entre les deux générations et se retrouve dernière alors qu'elle était bien mieux classée sur la génération 1950 (16<sup>ème</sup> - 17<sup>ème</sup> position).

**2° groupe : Dégradation entre les deux générations - le taux de sans diplôme était sous la moyenne sur la génération 1950, il est passé au-dessus sur la génération 1970 : PACA, Languedoc Roussillon et Alsace**

C'est vrai à la région de naissance comme à la région de résidence<sup>13</sup>.

<sup>13</sup> L'étude a été faite aux deux niveaux géographiques : région de résidence et région de naissance

**3° groupe : Légère amélioration entre les deux générations - le taux de sans diplôme au-dessus de la moyenne sur la génération 1950 s'en est fortement rapproché sur la génération 1970 : Lorraine, Franche-Comté, Bourgogne, Basse-Normandie et Centre :**

- La Bourgogne se situe dans des taux proches des 4 autres régions mais connaît une légère dégradation : elle reste un peu au-dessus de la moyenne sur la génération 1970.

**4° groupe : Amélioration : 1<sup>ère</sup> partie de classement - le taux de sans diplôme au-dessus de la moyenne sur la génération 1950 est passé en dessous sur la génération 1970 : Poitou-Charentes et Pays de la Loire**

- Poitou-Charentes a gagné 6 places dans les 2 classements (à la région de naissance et à la région de résidence) ; Pays de la Loire, 8 à la région de résidence et 11 à la région de naissance.

**5° groupe : Taux de sans diplôme plus bas que la moyenne sur les deux générations (1950 et 1970) : Ile-de-France, Aquitaine, Limousin, Auvergne, Rhône Alpes, Midi-Pyrénées et Bretagne**

- La Bretagne se démarque avec un taux de 2,6 points inférieur à la région suivante (dans les 2 classements). Elle a progressé sur les deux générations : elle était 2<sup>ème</sup> selon la région de résidence et 4<sup>ème</sup> selon la région de naissance sur la génération 50.
- L'Île-de-France : dans la moyenne sur les deux générations à la région de résidence, son classement s'est par contre dégradé à la région de naissance (de la 2<sup>ème</sup> à la 8<sup>ème</sup> position, elle s'est rapprochée de la moyenne alors qu'elle était nettement en dessous sur la génération 50).
- L'Aquitaine : légère dégradation, un des taux les plus bas de sans diplôme sur la génération 50, son taux s'est rapproché de la moyenne sur la génération 70, tout en restant quand même inférieur.

*4.2) Les migrations, bien qu'intenses, modifient peu la structure des diplômés en Picardie*

Si les actifs picards sont moins diplômés qu'en moyenne, ceci tient avant tout aux résultats de la formation initiale dans la région. En effet, les migrations interrégionales n'ont qu'un impact négligeable sur le niveau de diplôme des Picards. Ceci reste vrai que l'on considère les migrations des personnes depuis leur naissance ou celles sur les cinq dernières années.

*Les migrations de la génération 1970 ont eu peu d'effet pour la Picardie sur la part de sans diplôme*

Les migrations<sup>14</sup> définissent trois catégories de régions. Les migrations inter-régionales de diplômés ont été bien documentées par plusieurs études portant sur la mobilité des actifs ou l'origine géographique des agents de l'Etat<sup>15</sup>.

L'Île-de-France constitue un cas singulier. En raison de son pouvoir attractif sur les jeunes diplômés (importance du marché du travail des cadres), la région capitale est la seule pour laquelle les migrations ont un effet favorable et massif sur les niveaux de diplôme. Du fait des arrivées de diplômés du reste de la France, la part des diplômés du supérieur en Île-de-France est accrue de 8 points, celle des adultes sans diplôme est réduite de 2 points.

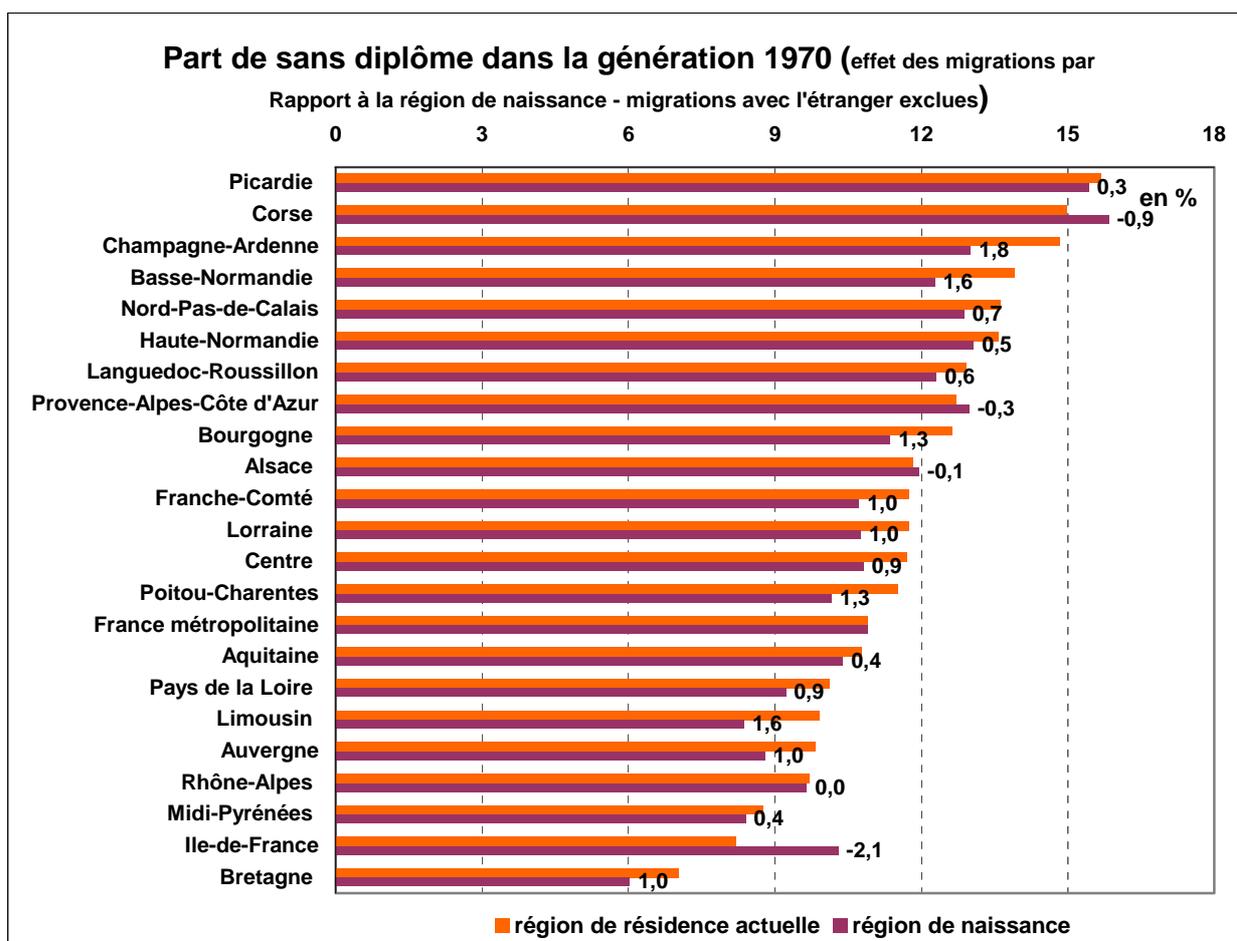
A l'opposé, un autre groupe de régions voit partir de nombreux diplômés vers le reste de la France. Cinq de ces régions ont des performances scolaires qui dépassent nettement la moyenne : Bretagne, Limousin, Auvergne, Pays-de-la-Loire, Poitou-Charentes. D'autres régions fournissent également de nombreux diplômés au reste du pays, et ceci bien que leurs performances scolaires soient moyennes voire inférieures à la moyenne nationale : Champagne-Ardenne, Franche-Comté, Lorraine,

<sup>14</sup> Les migrations peuvent être appréhendées quand la région de résidence diffère de la région de naissance, ou quand elle diffère d'une région de résidence antérieure.

<sup>15</sup> Voir « L'origine géographique des agents de l'Etat », *Point Stat* n°2 2003, Ministère de la fonction publique, « Les migrations des jeunes diplômés, mythes ou réalités régionales » Insee Nord-Pas-de-Calais, *Profil* n°3, mai 2003 et « Les migrations internes en France de 1990 à 1999 », *Economie et Statistique* n°344, 2001.

Bourgogne, Basse-Normandie. La Corse est également dans ce cas si l'on considère les départs de diplômés par rapport à leur région de naissance<sup>16</sup>.

La Picardie fait partie d'un troisième groupe de régions pour lequel les migrations depuis la naissance ont un impact très limité sur les niveaux de formation. Appartiennent à ce groupe les plus grandes régions de province ou celles dotées d'une métropole puissante. En raison de leur taille et du rayonnement de leurs villes, ces régions ont des taux de départs et d'arrivées relativement limités, que l'on considère l'ensemble des migrations ou celles des diplômés : Rhône Alpes, Provence-Alpes Côte d'Azur, Nord-Pas-de-Calais, Alsace... La Picardie et la Haute-Normandie sont deux cas à part. Il s'agit de régions plus petites, qui en proximité directe avec l'Île-de-France enregistrent des flux d'entrées et de départs parmi les plus élevés. Pourtant, ces migrations intenses n'affaiblissent que très faiblement la part des diplômés, départs comme arrivées étant tous les deux très nombreux. En Picardie, pour la génération 1970, les migrations ne diminuent que de 1,5 point la part des diplômés supérieur au bac, qui passe de 33% à 31,5 %. Symétriquement, la part des sans diplôme est renforcée de 0,3 point. Elle atteint 15,5 % au lieu de 15,2 % qui serait observé en l'absence de migration interrégionales. Le faible impact des migrations pour la Picardie apparaît à deux titres : un impact aussi limité n'est observé que dans quatre régions (Rhône Alpes, Midi-Pyrénées, Haute-Normandie et Alsace). Sur les 22 régions de métropole, la Picardie est toujours dernière ou avant dernière avec la Corse<sup>17</sup> pour les indicateurs de formation des actifs, l'impact des migrations conduisant simplement ces deux régions à échanger leur rang selon les indicateurs. La situation de la Picardie se révèle comparable si l'on considère les migrations sur cinq ans. Ainsi, pour la génération 1970, elle est avec Rhône-Alpes et PACA la région où l'impact des migrations est le moindre.

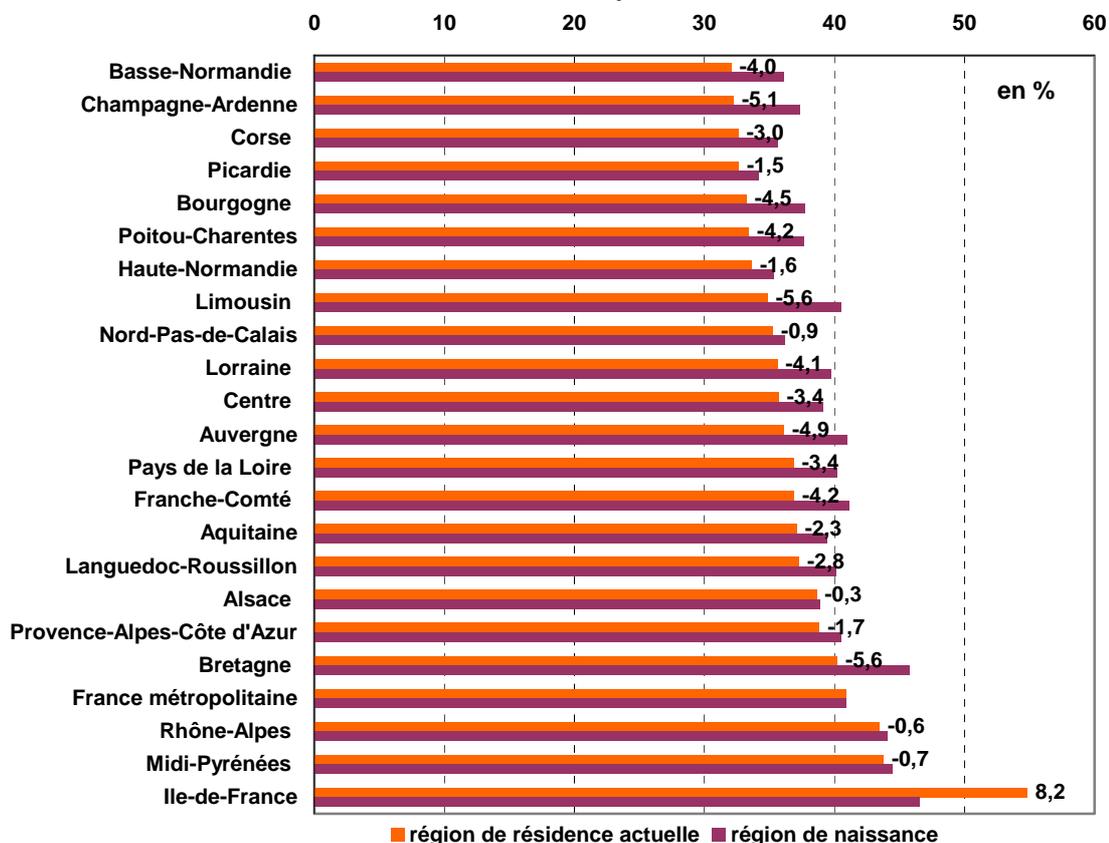


Source: EAR Cumul 2004-2007

<sup>16</sup> En revanche, sur la période récente (depuis 1999), la Corse a un solde positif de diplômés.

<sup>17</sup> la Corse est en effet un cas singulier, car les migrations affaiblissent à la fois la part des diplômés supérieurs au bac et celle des sans diplôme, du fait d'un renforcement notable des simples bacheliers

**Part de titulaires d'un diplôme supérieur au bac dans la génération 1970  
(Effet des migrations par rapport à la région de naissance - migrations avec l'étranger exclues)**



Source: EAR Cumul 2004-2007

*Diplôme et migration : une interprétation délicate*

L'analyse des migrations selon le diplôme doit dépasser plusieurs effets de trompe-l'œil. Pour une personne donnée, la probabilité de partir est plus forte quand cette personne est diplômée. Ceci est conforme à une tendance générale, valable pour tous les territoires : la migration est d'autant plus probable, car offrant davantage d'opportunités, que l'on est diplômé. Cette régularité est observée dans les deux sens (de l'Ile-de-France vers la province, des métropoles vers l'espace rural...). En outre, l'impact des migrations pour une région est un solde, qui peut être obtenu à partir de flux de nature et d'ampleur très différents. En Picardie, les migrations ont un impact minime alors que les flux d'entrées comme de sorties sont très élevées. Dans les grandes régions de province (Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes...), cet impact réduit résulte de flux relativement moins intenses. La Picardie fait partie des régions où l'écart de qualifications entre nouveaux arrivants et habitants déjà présents est le plus grand. Les jeunes de 25 à 34 ans arrivés depuis moins de 5 ans en Picardie ont un taux de sans diplôme inférieur de 10 points à ceux qui habitaient déjà la région. Seules quatre autres régions ont un écart aussi prononcé, à savoir l'Alsace, la Provence Alpes Côte d'Azur, l'Ile-de-France et la Corse.

## Les explications du retard scolaire de la Picardie

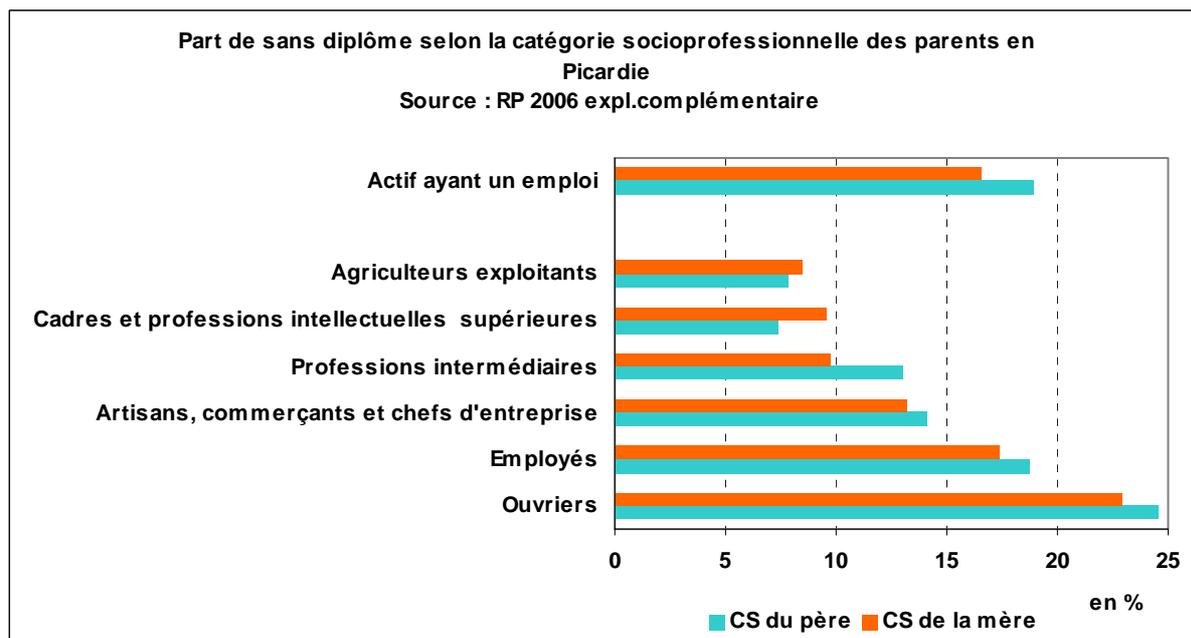
### 1) Les structures sociales de la région n'expliquent qu'une partie du retard de la Picardie

Les structures socioprofessionnelles de la Picardie expliquent en partie la moindre réussite scolaire. Les régions qui ont les moins bons résultats scolaires sont également celles marquées par une moindre qualification des actifs et davantage de précarité. Les parcours des enfants à l'école sont très inégaux entre les groupes sociaux et plus encore selon le niveau d'éducation des parents. Si l'on considère la qualification des parents telle qu'elle est mesurée par le diplôme, les jeunes picards sont les plus exposés à sortir sans diplôme de toutes les régions de France métropolitaine. Un peu moins de la moitié de l'écart avec la moyenne nationale peut être directement attribué à cet héritage du milieu familial.

#### 1.1) Entre les régions, les écarts de performance scolaire recourent des contrastes sociaux

La moindre réussite scolaire des enfants picards doit d'abord être reliée au contexte social. L'origine familiale et sociale des élèves est en effet un déterminant essentiel des inégalités scolaires. Parmi les adultes nés dans les années 1968-1972 en France, 27 % des enfants d'ouvriers non qualifiés sont sortis du système éducatif sans aucun diplôme, contre seulement 5 % des enfants de cadres supérieurs ; symétriquement, seuls 12 % des enfants d'ouvriers non qualifiés ont obtenu un diplôme supérieur au bac, contre 65 % des enfants de cadres supérieurs, et même 69 % des enfants d'enseignants (Thélot et Vallet, 2000). Le rôle des inégalités sociales en matière scolaire a bien été documenté et analysé par plusieurs ouvrages qui ont fortement marqué la sociologie française. On peut citer *Les Héritiers* publié par Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron en 1964, et *Tel père tel fils ?* publié par Claude Thélot en 1982. Dans ces conditions, le retard scolaire de la Picardie doit d'abord être analysé au regard des structures sociales.

En Picardie en 2006, 14 % des jeunes dont les deux parents ont un emploi sont sortis du système scolaire sans diplôme. La proportion passe à 50 % pour les jeunes dont les deux parents sont chômeurs. 24 % des jeunes dont le père est ouvrier sont sortis sans diplôme, contre 7 % des enfants de cadres.



Comme les autres régions qui ont une réussite scolaire inférieure à la moyenne, la Picardie compte effectivement une population moins qualifiée et davantage touchée par des situations de précarité économique (tableau ci-dessous). En 2006, la part des cadres parmi les actifs occupés de 15-64 ans vivant dans la région n'est que de 11 %, quatre points de moins qu'en moyenne nationale. 30 % des Picards sont ouvriers contre 23 % en moyenne. Ceci fait de la Picardie la seconde région pour la part des ouvriers parmi ses actifs, juste après la Franche Comté (31 %). 35 % des enfants picards ont un père ouvrier contre 28 % en moyenne. D'autres indicateurs témoignent en outre d'une précarité sociale plus marquée qu'en moyenne, surtout en raison d'un chômage plus important. Au premier trimestre 2009, le chômage touche 10,2 % des actifs de la région contre 8,7 % en métropole. Le taux de pauvreté des enfants et adolescents de Picardie est de 18,5 %, dépassant de plus de deux points la moyenne (16,4 %). En revanche, la Picardie compte moins de familles monoparentales et moins de personnes d'origine étrangère que la moyenne des régions françaises.

### Sélection d'indicateurs sur l'environnement économique et social des élèves

Indicateurs	Nombre moyen de pièces de logement pour une famille comprenant un couple et 2 enfants de moins de 18 ans	Part de familles de 3 enfants ou + (de 24 ans ou moins)	Part de familles monoparentales sur l'ensemble des familles	Proportion d'enfants de moins de 16 ans dont le chef de famille est ouvrier	Part d'élèves de nationalité étrangère sur l'ensemble de l'effectif du 1 <sup>er</sup> degré	Taux de pauvreté des 0-17 ans	Taux de chômage 1 <sup>er</sup> trim 2009 (données CVS)
Sources	Source : RP2006 - expl. Complémentaire			Source : MEN-DEP	Insee-RDL 2004	Insee - Taux de chômage localisés	
Alsace	5,0	9,0	12,0	34,2	9,4	12,8	7,7
Aquitaine	5,0	7,0	12,9	27,3	3,6	15,3	8,4
Auvergne	4,9	6,8	11,5	31,8	3,7	17,1	8,1
Basse-Normandie	5,0	9,8	11,0	34,0	1,5	16,4	8,7
Bourgogne	5,0	8,3	11,1	33,6	4,5	15,2	7,9
Bretagne	5,3	9,7	10,9	29,6	1,1	11,3	7,3
Centre	5,0	8,7	10,9	32,0	5,6	14,4	7,8
Champagne-Ardenne	5,1	9,6	12,2	35,3	3,8	18,4	9,5
Corse	4,4	6,1	17,4	23,6	14,9	22,3	8,4
Franche-Comté	5,1	9,8	11,9	34,6	6,3	14,5	9
Haute-Normandie	4,9	10,2	12,7	34,5	3,8	16,8	9,7
Île-de-France	4,3	11,8	15,8	19,4	11,6	14,2	7,4
Languedoc-Roussillon	4,7	8,0	15,0	22,5	6,3	24,8	12,2
Limousin	5,0	5,6	11,3	30,1	4,0	17,2	7,4
Lorraine	5,2	9,5	13,0	34,3	5,1	17,6	9,2
Midi-Pyrénées	5,0	6,8	12,6	23,6	3,7	16,1	8,7
Nord-Pas-de-Calais	5,2	13,7	14,5	33,7	2,9	25,3	12,2
Pays de la Loire	5,1	10,5	9,6	33,4	1,4	12,7	7,6
<b>Picardie</b>	<b>5,0</b>	<b>11,1</b>	<b>12,5</b>	<b>35,4</b>	<b>3,4</b>	<b>18,5</b>	<b>10,2</b>
Poitou-Charentes	5,1	7,1	10,8	30,7	1,2	16,2	8,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,3	8,5	15,6	21,4	7,0	21,3	10,3
Rhône-Alpes	4,8	10,3	12,4	27,9	7,3	13,9	8,1
<b>France Métropolitaine</b>	<b>4,8</b>	<b>9,7</b>	<b>13,1</b>	<b>27,9</b>	<b>5,9</b>	<b>16,4</b>	<b>8,7</b>

Le rôle du contexte social dans les inégalités de la réussite scolaire entre les régions apparaît nettement à travers la méthode statistique de l'analyse en composantes principales. Dans cette analyse, les 22 régions de métropole sont caractérisées à la fois par une série d'indicateurs de la performance scolaire (part des bacheliers dans une génération, sortie sans diplôme, diplômes obtenus par les jeunes...) et par d'autres indicateurs sur le contexte social (structure des catégories sociaux-professionnelles, taux de chômage, part des familles monoparentales, taux de pauvreté des enfants...). Les correspondances attestent d'une forte liaison entre les deux séries d'indicateurs. Les régions où les enfants accomplissent les meilleures trajectoires scolaires sont celles où la population est plus qualifiée et moins touchée par la précarité économique.

Le premier axe, qui représente les oppositions principales, est constitué à la fois sur la performance scolaire et le contexte social.

A une extrémité (à gauche sur le graphique) ressort un groupe de régions situées dans l'Ouest ou le centre de la France qui associent réussite scolaire et indicateurs sociaux au-dessus de la moyenne. Ces régions comptent peu de sorties sans diplôme. Elles ont un niveau de chômage sous la moyenne (Bretagne, Pays-de-la-Loire, Auvergne, Limousin, Poitou-Charentes) et un moindre taux de pauvreté des enfants (Bretagne, Pays-de-la-Loire, Midi-Pyrénées, Aquitaine, Rhône-Alpes). Les familles monoparentales y sont moins représentées. La Bretagne, où les sorties sans diplôme sont les moins fréquentes, est aussi la région où le taux de pauvreté des enfants est le plus bas.

A l'inverse, la Picardie fait partie d'un second groupe de régions (à droite sur le graphique) qui connaissent à la fois moindre réussite scolaire, moindre qualification des adultes et plus grande précarité. Appartiennent à ce groupe des régions du Nord (Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne, Haute-Normandie) et du sud (Languedoc-Roussillon, Provence Alpes Cotes d'Azur, Corse). Le chômage y dépasse la moyenne nationale, étant particulièrement élevé en Nord-Pas-de-Calais et en Languedoc-Roussillon, et dans une moindre mesure, en PACA et Picardie. La pauvreté des enfants est plus répandue, particulièrement dans ces quatre mêmes régions ainsi qu'en Champagne-Ardenne et en Corse. Les familles monoparentales sont également très présentes dans les régions Nord-Pas-de-Calais, Languedoc-Roussillon, PACA et Corse. Toutefois, ce n'est pas le cas en Picardie.

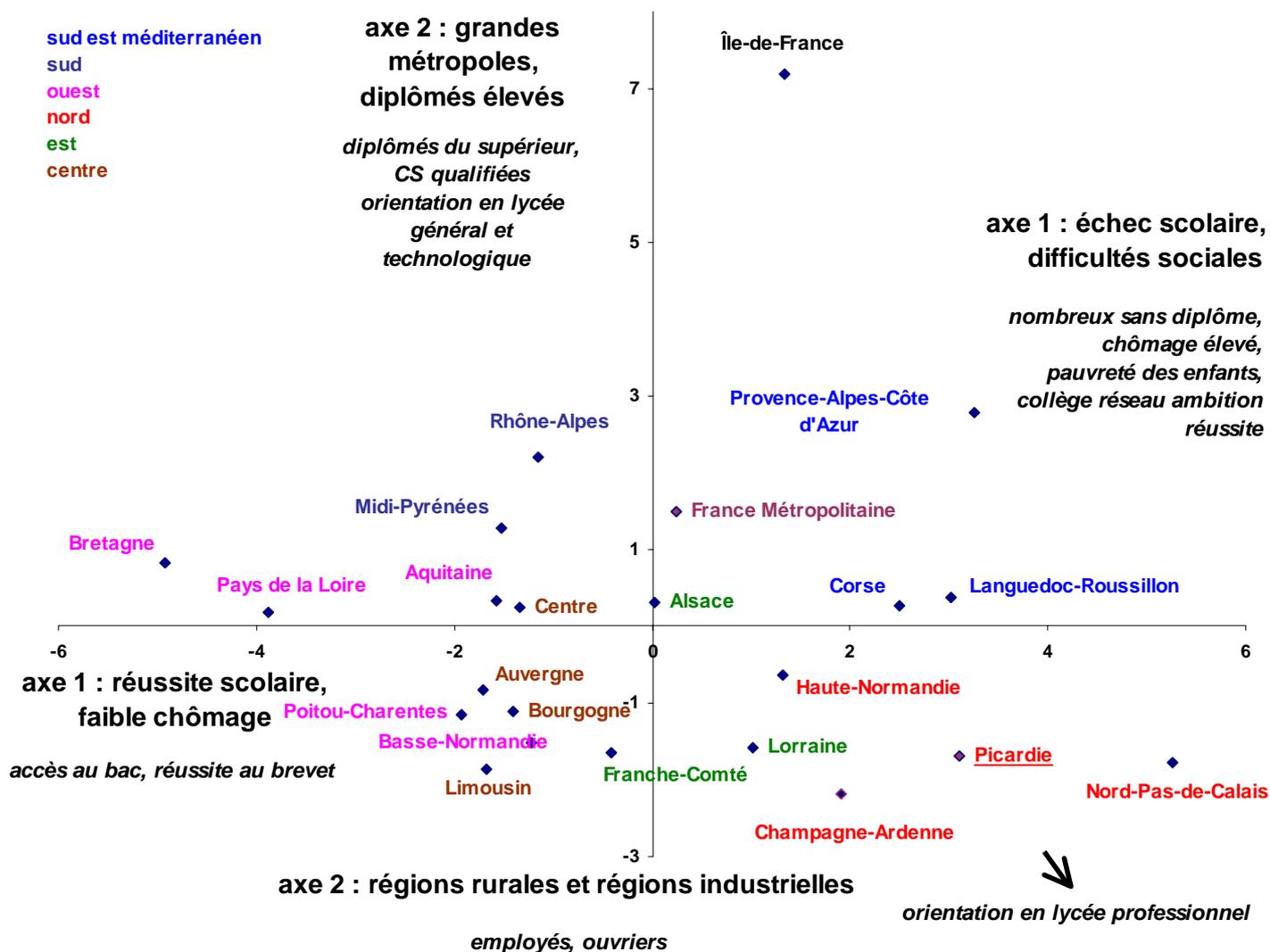
Un second axe repose principalement sur la part de diplômés élevés parmi les sortants du système scolaire. Il oppose les régions dotées d'une importante métropole à celles où l'espace rural tient une place importante et où l'appareil universitaire est moins développé. Les régions dotées d'une forte métropole sont les seules à compter de nombreux jeunes qui sortent du système scolaire avec des diplômés élevés. Il en est ainsi en Île-de-France, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais et PACA. Elles s'opposent à des régions plus rurales qui comptent peu de jeunes diplômés (Limousin, Auvergne, Franche-Comté...), et parmi lesquelles on peut également classer la Picardie.

Il faut noter que le clivage sur la part des jeunes à haut niveau de diplôme ne recoupe pas celui sur les sorties sans diplômes. Certaines régions qui ont beaucoup de jeunes diplômés comptent aussi de nombreuses sorties sans diplôme. C'est le cas des régions PACA, Nord-Pas-de-Calais. En revanche, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées ont à la fois de nombreux jeunes diplômés et peu de sorties sans diplôme. Les régions marquées par l'espace rural et qui comptent peu de diplômés du supérieur sont également dans des situations diverses. Certaines comptent peu de sorties sans diplôme, comme les régions Limousin, Auvergne, Poitou-Charentes, Basse-Normandie, Franche Comté et Bourgogne. En revanche, la Picardie est comme la Champagne-Ardenne doublement pénalisée, alliant moins de jeunes diplômés du supérieur et de nombreuses sorties sans diplôme.

Le type de collège (en réseau ambition réussite ou pas) comme les modes d'orientation sont deux variables qui ressortent fortement dans l'analyse. Pour lutter contre les sorties sans diplôme, le Ministère de l'Éducation nationale a mis en place le dispositif des collèges en réseau ambition réussite. Cette réponse peut également se lire sur ce premier axe. Plusieurs régions du second groupe, à moindre réussite et au contexte social moins favorables présentent des parts importantes d'élèves dans des collèges en réseau ambition réussite alors qu'il n'y en a presque pas dans le premier groupe, en Bretagne par exemple. Ces régions du second groupe comptent de nombreux jeunes qui s'orientent à l'issue de la 3<sup>ème</sup> vers des filières professionnelles. Ainsi, dans le cadre en bas à droite, se trouvent les régions conjuguant un bas niveau de diplôme et une orientation tournée vers le professionnel : Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Picardie, Champagne Ardenne et Haute-Normandie

(plus la Franche Comté). En revanche, dans la partie haute du graphique, se trouvent les régions dont l'orientation des élèves de 3<sup>ème</sup> se tourne davantage vers les filières générales et technologiques (à l'exception des régions Aquitaine et Languedoc Roussillon).

(France métropolitaine en observation supplémentaire)



L'analyse fait ainsi ressortir six groupes parmi les 22 régions de métropole :

- Les régions de l'Ouest (Bretagne, Pays de la Loire, Aquitaine, Poitou Charente et Basse Normandie) et celles du centre (Centre, Limousin, Auvergne et Bourgogne) présentent peu de sorties sans diplôme dans un contexte économique et social favorable ;
- Les régions du Nord de la France (Picardie, Haute Normandie, Champagne Ardenne et Nord-Pas-de-Calais) subissent un fort échec scolaire dans un contexte social et économique plus difficile. Les élèves de 3<sup>ème</sup> de ces régions s'orientent plus souvent qu'ailleurs vers les lycées professionnels ;

- Les régions du pourtour méditerranéen (PACA, Languedoc-Roussillon et Corse) se distinguent des autres régions du Sud et se rapprochent des régions du Nord par des parts également élevées de sans diplôme dans un contexte social et économique moins favorable ;
- Les autres régions du Sud et du centre de la France ont des indicateurs sociaux plus favorables. Quand elles sont dotées d'une forte métropole, elles comptent de nombreux diplômés du supérieur (Rhône-Alpes, Midi Pyrénées, Aquitaine). Les élèves de 3<sup>ème</sup> s'y orientent davantage vers les filières générale et technologique.
- Les régions de l'Est (Alsace, Franche Comté et Lorraine) sont près de la moyenne nationale et se regroupent au centre du graphique. L'Alsace se rapproche des régions du Nord et du Sud-est pour sa part élevée de sans diplôme, tandis que la Franche Comté et la Lorraine se situent dans la moyenne pour la part de sans diplôme. Ces régions bénéficient d'un contexte économique et social plus favorable que les régions du Nord et du Sud-est ;
- L'Île-de-France constitue un cas singulier. La part des sorties sans diplôme est dans la moyenne nationale. En revanche, la région capitale comprend une part de jeunes diplômés du supérieur nettement plus élevée que partout ailleurs. Ceci tient à des arrivées de jeunes diplômés en provenance des autres régions et à l'importance de l'appareil de formation supérieur francilien. La part très élevée des diplômés en Île-de-France vis-à-vis du reste du pays est également liée au contexte social. 24 % des actifs franciliens sont cadres soit 11 points de plus qu'en moyenne nationale, et l'Île-de-France concentre 38 % des cadres du pays.

### 1.2) Plus que partout ailleurs, l'héritage socioculturel pénalise les enfants picards

Pour préciser l'impact de la structure sociale, nous procédons à présent à une décomposition en effet structurel et effet local propre. Pour chaque région, on calcule un taux théorique de sans diplôme des jeunes lié soit à la catégorie socioprofessionnelle de leurs parents, soit à leur niveau de formation. Au travers de la situation des parents, se trouve également pris en compte l'effet de la structure familiale (deux parents ou famille monoparentale). Ce taux théorique correspond à celui qui serait observé si les jeunes d'une région donnée avaient la même probabilité de sortir sans diplôme du système scolaire que celle observée en moyenne nationale pour des enfants ayant les mêmes caractéristiques qu'eux au regard soit de l'activité, soit du niveau de formation de leurs parents.

Par effet d'une moindre activité et qualification du seul chef de famille, le taux de sans diplôme des jeunes Picards devrait dépasser de 0,7 point la moyenne nationale. Une partie des 4,2 points d'écart réel avec la moyenne se trouverait ainsi expliqué. Si l'on fait l'analyse sur l'activité et la qualification des deux parents, on arrive à expliquer davantage l'écart avec la moyenne : on explique alors 1,1 points des 4,2 points d'écart avec la moyenne. La trajectoire scolaire de l'enfant est ainsi déterminée en partie, non seulement par la situation du père, mais aussi par celle de la mère qui apporte une information supplémentaire significative.

Lorsque l'on fait à présent cette décomposition sur les niveaux de diplôme des parents et non plus sur leur activité et catégorie socio professionnelle, on arrive à expliquer davantage d'écart. Ainsi, l'analyse sur le diplôme du seul chef de famille explique 1,4 points sur les 4,2 points, soit le double de l'analyse sur l'activité du chef de famille. Si l'on étend l'analyse au diplôme de la mère, on explique alors 40 % de l'écart, soit 1,7 points sur les 4,2 points d'écart. Ces résultats sont conformes à ceux des analyses qui font référence sur les inégalités sociales à l'école. Les travaux précédemment cités de Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron et Claude Thélot ont bien établi que les déterminants de type culturel comme le diplôme des parents jouent un rôle plus fort que les déterminants purement économiques et sociaux. L'importance du rôle de chacun des deux parents a également été mise en évidence. Ainsi que l'écrit Claude Thélot « l'inégalité devant l'école s'exprime davantage comme une inégalité culturelle (via le diplôme de la mère ou celui des parents) que sous la forme d'une inégalité strictement sociale. (...) Et il est vrai, par exemple, que la réussite scolaire des enfants d'enseignants, même peu fortunés, est plus forte que celle des enfants d'indépendants, même fortunés » (Thélot, 2000).

## Les déterminants du risque de sortie sans diplôme pour la Picardie en 2006

Source : Insee - RP 2006

	Taux de sans diplôme réel	Ecart à la moyenne nationale (18,6 %)	Dont :	
			Effet structurel	Effet local propre
<b>Effet structurel expliqué par :</b>				
La structure d'activité (et catégorie socio professionnelle si actif occupé) du chef de famille			0,7	3,5
La structure d'activité (et catégorie socio professionnelle si actif occupé) des deux parents	22,8	4,2	1,1	3,1
Le diplôme du chef de famille			1,4	2,8
Le diplôme des deux parents			1,7	2,5

La réussite de l'enfant à l'école apparaît ainsi nettement liée au capital scolaire que détiennent ses parents. En Picardie, 31 % des jeunes dont la mère n'avait pas de diplôme sont sortis eux-mêmes sans diplôme. Pour ceux dont la mère était diplômée, la proportion chute à moins de la moitié. Elle tombe à 14 %, et le fait que la mère ait un diplôme supérieur au bac ne diminue plus alors que de 3 points cette proportion. Ainsi, c'est le fait que les parents aient un diplôme, soit-il inférieur au bac, qui conditionne véritablement la trajectoire scolaire de l'enfant.

### Diplôme des Picards de 15 à 29 ans ayant achevé leurs études et vivant avec leurs parents selon le niveau de diplôme de leur mère

Source RP2006 - exploitation complémentaire

Diplôme de l'enfant :	Diplôme de la mère :				Total
	Aucun diplôme (yc CEP)	Diplôme < au bac	Bac	Diplôme > au bac	
Aucun diplôme (yc CEP)	31,0	14,0	10,6	9,1	22,6
Diplôme < au bac	39,3	40,2	26,1	22,7	37,4
Bac	18,7	25,1	29,9	23,3	21,9
Diplôme > au bac	11,0	20,7	33,4	44,9	18,2
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Sur les 22 régions de métropole, la Picardie présente des effets structurels dus à la situation des parents parmi les plus pénalisants. Si l'on considère l'impact des catégories socioprofessionnelles, seules trois régions ont une structure plus défavorable que la sienne, la région PACA étant ex-æquo. Dans les régions PACA et Languedoc-Roussillon ainsi que dans le Nord-Pas-de-Calais, le chômage dépasse encore celui de la Picardie. L'effet de la situation d'activité des parents est de ce fait encore plus négatif. En Corse, l'effet structurel des positions sociales dépasse également celui de notre région bien que le chômage y soit inférieur. C'est ici la moindre qualification des parents qui pénalise les enfants corses. Si l'on considère le diplôme des parents, c'est en Picardie que l'on observe l'effet le plus négatif : le taux de sortie sans diplôme dépasse de 4,2 points la moyenne nationale. Sur cet écart, 1,7 points, soit 40 % de la différence, peuvent être rattachés directement au moindre niveau de formation des parents. La moindre réussite scolaire des jeunes Picards résulte largement de l'héritage socioculturel, dans un contexte où leurs parents sont les moins diplômés parmi les 22 régions de métropole.

La singularité de l'Île-de-France apparaît une fois de plus. La région capitale affiche des performances moyennes en matière de sorties sans diplôme, alors que ses adultes y sont dans des situations très contrastées. Parmi les parents franciliens, on compte à la fois une concentration exceptionnelle de cadres très diplômés, mais aussi de nombreux immigrés et personnes peu qualifiées. Les effets structurels de la position ou du diplôme parental sont donc peu marqués, résultat de cette diversité. L'effet local propre est lui aussi assez faible voire négatif, traduisant des performances inférieures à celles qu'on pourrait attendre au regard de la densité de cadres dans la région.

Si l'on excepte l'Île-de-France, l'effet local propre est habituellement plus important que l'effet structurel. En Picardie, ce sont 2,5 points de sorties sans diplôme au-dessus de la moyenne nationale qui ne peuvent s'expliquer directement par l'effet des moindres diplômes des parents. Les régions qui présentent comme la Picardie des résultats en matière scolaire inférieurs à la moyenne sont dans des situations diverses. Dans le Nord-Pas-de-Calais, les sorties sans diplôme sont moins nombreuses qu'attendu compte tenu du contexte socioculturel : la région arrive donc à atténuer les conséquences d'une structure défavorable du point de vue du niveau de diplôme des parents ; il en est de même pour la structure sociale. A l'opposé, dans les régions méditerranéennes, les sorties sans diplôme excèdent très largement celles qui seraient attendues au regard de la situation parentale. Parmi les régions ayant les meilleurs résultats, l'effet spécifique est également très net. Le cas de la Bretagne est à cet égard spectaculaire. Cette région compte 7,7 points de sorties sans diplôme en moins qu'en moyenne nationale : sur cet écart, 2,7 points tiennent à la situation des parents, où les sans diplôme sont moins présents que partout ailleurs, et 5 points supplémentaires tiennent à des facteurs propres à la région.

#### Les déterminants du niveau de formation en 2006 :

##### Effet des moindres niveaux de formation des parents et effets locaux propres

Source : Insee - RP 2006

	Taux de sans diplôme réel	Ecart à la moyenne nationale (18,6 %)	dont :	
			Effet structurel (diplôme des parents de la région)	Effet local propre
Île-de-France	19,4	0,7	0,8	0,0
Champagne-Ardenne	21,3	2,7	1,3	1,4
Picardie	22,8	4,2	1,7	2,5
Haute-Normandie	21,1	2,5	1,4	1,1
Centre	19,3	0,7	0,0	0,6
Basse-Normandie	17,8	-0,8	0,0	-0,8
Bourgogne	19,8	1,2	0,0	1,2
Nord-Pas-de-Calais	19,3	0,7	1,5	-0,8
Lorraine	17,2	-1,4	0,5	-2,0
Alsace	19,6	1,0	-0,1	1,1
Franche-Comté	19,6	0,9	0,8	0,2
Pays de la Loire	14,5	-4,2	-1,5	-2,7
Bretagne	10,9	-7,7	-2,7	-5,0
Poitou-Charentes	17,1	-1,5	-1,2	-0,3
Aquitaine	16,5	-2,1	-1,6	-0,5
Midi-Pyrénées	16,0	-2,6	-2,0	-0,6
Limousin	13,7	-4,9	-2,0	-2,9
Rhône-Alpes	17,5	-1,2	-0,4	-0,8
Auvergne	14,4	-4,2	-1,2	-3,0
Languedoc-Roussillon	23,6	4,9	-0,1	5,0
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21,7	3,1	-0,1	3,2
Corse	22,4	3,7	-0,2	3,9

Ce tableau résulte d'une décomposition entre effet structurel et effet résiduel réalisée sur les jeunes de 15 à 29 ans ayant achevé leurs études et vivant chez leurs parents. L'effet structurel correspond au taux de sans diplôme des jeunes qui découle de la structure par diplôme de leurs parents (l'appartenance du jeune à une famille monoparentale ou à un couple est aussi prise en compte). Cet effet structurel est égal au taux de sans diplôme théorique qui serait observé pour une zone où chaque jeune y résidant à la même probabilité d'être sans diplôme que celle observée en moyenne nationale pour les jeunes dont les parents ont les mêmes niveaux de diplôme. Ainsi, compte tenu des différences de niveaux de diplôme des parents, le retard des enfants devrait s'établir en Picardie à 20,3%, dépassant de 1,7 % la moyenne nationale. L'effet local propre correspond à la différence entre le niveau réellement observé et celui imputable à l'effet structurel. Le taux de sans diplôme étant de 22,8 % en Picardie, la région se trouve ainsi pénalisée par un effet spécifique dont l'ampleur est évaluée à 22,8% - 20,3% = 2,5 points.

Les déterminants du niveau de formation en 2006 :  
 Effet de la structure d'activité des parents et effets locaux propres  
 Source : Insee - RP 2006

	Taux de sans diplôme réel	Ecart à la moyenne nationale (18,6 %)	dont :	
			Effet structurel (structure d'activité de la région)	Effet local propre
Île-de-France	19,4	0,7	-0,7	1,4
Champagne-Ardenne	21,3	2,7	0,9	1,7
<b>Picardie</b>	<b>22,8</b>	<b>4,2</b>	<b>1,1</b>	<b>3,1</b>
Haute-Normandie	21,1	2,5	0,6	1,8
Centre	19,3	0,7	-0,3	1,0
Basse-Normandie	17,8	-0,8	-0,6	-0,1
Bourgogne	19,8	1,2	-0,1	1,3
Nord-Pas-de-Calais	19,3	0,7	<u>2,7</u>	-2,0
Lorraine	17,2	-1,4	0,9	-2,3
Alsace	19,6	1,0	0,2	0,8
Franche-Comté	19,6	0,9	0,2	0,7
Pays de la Loire	14,5	-4,2	-1,7	-2,5
Bretagne	10,9	-7,7	-1,9	-5,8
Poitou-Charentes	17,1	-1,5	-1,0	-0,5
Aquitaine	16,5	-2,1	-0,8	-1,3
Midi-Pyrénées	16,0	-2,6	-1,3	-1,3
Limousin	13,7	-4,9	-1,4	-3,5
Rhône-Alpes	17,5	-1,2	-0,5	-0,6
Auvergne	14,4	-4,2	-1,1	-3,1
Languedoc-Roussillon	23,6	4,9	1,6	3,4
Provence-Alpes-Côte d'Azur	21,7	3,1	1,1	2,0
Corse	22,4	3,7	1,4	2,4

Ce tableau résulte d'une décomposition entre effet structurel et effet résiduel réalisée sur les jeunes de 15 à 29 ans ayant achevé leurs études et vivant chez leurs parents. L'effet structurel correspond au taux de sans diplôme des jeunes qui découle de la structure par activité de leurs parents (activité et catégorie socioprofessionnelle pour les actifs occupés - l'appartenance du jeune à une famille monoparentale ou à un couple est aussi prise en compte). Cet effet structurel est égal au taux de sans diplôme théorique qui serait observé pour une zone où chaque jeune y résidant a la même probabilité d'être sans diplôme que celle observée en moyenne nationale pour les jeunes dont les parents ont la même activité. Ainsi, compte tenu des différences de structure d'activité et de professions des parents, le retard des enfants devrait s'établir en Picardie à 19,7%, dépassant de 1,1 % la moyenne nationale. L'effet local propre correspond à la différence entre le niveau réellement observé et celui imputable à l'effet structurel. Le taux de sans diplôme étant de 22,8 % en Picardie, la région se trouve ainsi pénalisée par un effet spécifique dont l'ampleur est évaluée à 22,8% - 19,7% = 3,1 points.

### 1.3) Pourtant certains groupes défavorisés sont moins présents en Picardie : familles monoparentales ou immigrés

Tous les facteurs qui semblent influencer négativement les chances de réussite scolaire des enfants ne sont toutefois pas présents en Picardie. C'est d'abord le cas des familles monoparentales : 12,5 % des familles picardes sont monoparentales contre 13,1 % des familles françaises. Or, le risque de sortir sans diplôme est plus fort pour un jeune qui vit en famille monoparentale que pour celui qui vit avec ses deux parents : en 2006, en Picardie, 20 % de sans diplôme parmi les enfants d'un couple contre 30 % parmi ceux de famille monoparentale<sup>18</sup>. Une différence du même ordre s'observe dans les trois départements picards, particulièrement accentuée néanmoins dans le département de l'Oise.

#### Part de sans diplôme parmi les 15 à 29 ans ayant achevé leurs études et vivant chez leurs parents

Source RP2006 - exploitation complémentaire

	Enfant d'un couple	Enfant d'une famille monoparentale
France métropolitaine	16,4	24,8
France de Province	16,2	25,1
Picardie	20,6	30,0
Aisne	21,0	29,9
Oise	20,5	31,2
Somme	20,5	28,3

Une partie des jeunes issus de l'immigration connaît également des difficultés scolaires accrues. Les jeunes qui ont au moins un de leurs parents né hors de l'union européenne, quittent un peu plus le système scolaire sans diplôme (26 %) que ceux dont les deux parents sont nés en métropole (20 %). En revanche, si l'un des deux parents est étranger mais originaire de l'Union européenne, les taux sont meilleurs que ceux dont les deux parents sont français (16-17 %). Dans le cas de famille monoparentale, le fait que la mère soit d'origine étrangère hors de l'UE accentue encore la part de sans diplôme (36 %). La moindre réussite des enfants picards ne tient pas à une part d'étrangers supérieure à la moyenne. Il n'y a que 3,4 % d'enfants de nationalité étrangère dans le 1<sup>er</sup> degré en Picardie contre 5,9 % en France.

Les conditions de logement sont également un fort déterminant de la réussite scolaire. Une condition de réussite est le fait que l'enfant puisse disposer à la maison d'une pièce ou d'un endroit calme pour faire ses devoirs. « Environ un tiers des adolescents vivent dans un logement où l'on trouve plus d'une personne par pièce. Et ces mêmes adolescents souffrent deux fois plus souvent de retard scolaire que les adolescents vivant dans un logement où l'on compte moins d'une personne par pièce »<sup>19</sup>. Or les enfants picards ne sont pas particulièrement défavorisés quant à la surface dont ils disposent à la maison. Un couple picard avec 2 enfants dispose de 5 pièces en moyenne, ce qui est un peu au-dessus des 4,8 pièces en moyenne nationale (davantage de maisons individuelles en Picardie).

Il faut donc trouver d'autres explications au retard scolaire de la Picardie. Celles-ci peuvent être cherchées du côté de l'offre, au travers d'une offre de formation qui serait insuffisante ou moins performante que dans les autres régions. Les explications peuvent également être cherchées du côté de la demande d'éducation, si les Picards montraient moins d'ambition ou de persévérance qu'en moyenne nationale quant au parcours scolaire des enfants. Nous examinons ces deux hypothèses dans la suite de l'analyse.

<sup>18</sup> Le champ étudié couvre les jeunes de 15 à 29 ans ayant achevé leurs études et résidant chez leurs parents : c'est en effet le seul moyen d'avoir des informations concernant leurs parents dans le recensement.

<sup>19</sup> D Goux et E Maurin, cité dans E Maurin, *Le ghetto français*, 2004.

## 2) Des parcours de formation moins diversifiés que dans d'autres régions

*Après l'héritage du milieu familial, les types de parcours de formation peuvent expliquer en partie les moins bons résultats scolaires de la Picardie. Les régions qui ont les meilleures performances ont aussi des parcours plus diversifiés, avec davantage de lycées généraux, de trajectoires de reprises d'études après un CAP ou BEP et des filières d'apprentissage plus développées. Dans toutes les régions françaises, les enseignants ont des profils assez proches, ce qui ne pourrait causer d'écarts significatifs dans la réussite scolaire des enfants. La Picardie se distingue néanmoins par une part importante de jeunes professeurs qui viennent d'autres régions et par une moindre sélectivité du concours de professeur des écoles.*

### 2.1) *La moindre diversité des parcours scolaires est un handicap objectivable*

Les premières raisons du retard scolaire de la Picardie peuvent résider dans les caractéristiques de parcours de formation. Plusieurs études ont montré que, « toutes choses égales par ailleurs », le parc des établissements présents sur un territoire et le type d'études suivies jouent un rôle sur la réussite scolaire des enfants. Une étude récente du ministère de l'Éducation nationale évalue la « performance des Académies » c'est à dire la capacité à favoriser la réussite scolaire des enfants compte tenu de leurs caractéristiques d'âge, de sexe, et de situation sociale<sup>20</sup>. Cette évaluation réalisée selon la méthode structurelle résiduelle présentée dans le précédent chapitre rejoint les conclusions que nous avons développées. Elle caractérise alors les structures des Académies qui favorisent les meilleures trajectoires scolaires, à savoir Clermont-Ferrand, Grenoble, Toulouse, Lyon, Nantes et Rennes. Ces académies performantes offrent des parcours de formation variés : forte densité de lycées d'enseignement général, nombreuses reprises d'études après le CAP, BEP, apprentissage développé et part plus importante de l'enseignement privé. A l'opposé, la Picardie comme les autres régions à moindre réussite possède des parcours moins diversifiés.

### *Les jeunes Picards suivent moins souvent une seconde générale et technologique*

La Picardie est avec le Nord-Pas-de-Calais, la Basse-Normandie, la Franche-Comté et la Champagne-Ardenne, une des régions où les jeunes s'orientent le moins souvent vers la filière générale et technologique à l'issue de la 3<sup>ème</sup> : l'année scolaire 2002-2003, 54 % des jeunes picards se sont orientés de la 3<sup>ème</sup> vers une seconde générale et technologique contre 59 % en France métropolitaine. Ces taux sont également en dessous de la moyenne dans les Académies de Caen, Lille, Besançon, Reims, Nancy et Poitiers. Les jeunes de Picardie forment 2,9 % des élèves de lycée général et technologique de France métropolitaine, contre 3,2 % des élèves de l'ensemble des filières.

A l'inverse, en Île-de-France, 65 % des jeunes de 3<sup>ème</sup> sont entrés en seconde générale ou technologique. Ainsi que nous le verrons, cette orientation correspond à une plus forte ambition « toute chose égale par ailleurs » des jeunes Franciliens. Or ces choix d'orientation sont en partie déterminés par les structures de formation du territoire. En Picardie, les parcours sont davantage orientés vers l'enseignement professionnel, comme c'est le cas d'autres Académies à forte tradition industrielle et agricole. La part de jeunes Picards dans l'enseignement général ou technologique est inférieure à celles d'autres académies marquées par des difficultés sociales. En Picardie, seuls 62 % des lycéens suivent une scolarité en filière générale ou technologique, contre 72% en Corse ou 67 % dans l'Académie de Créteil.

---

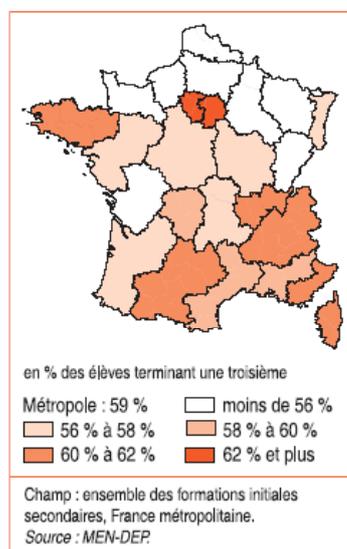
<sup>20</sup> note d'information 06.15 « origine sociale, offre de formation et niveau atteint dans le secondaire »  
Florence Léger

Effectifs du second degré par cycle et par académie à la rentrée 2007 (Public et Privé (y compris EREA2)) - Source : MEN-DEPP

Académies	Classes de collège (yc SEGPA <sup>1</sup> )	Classes de lycée professionnel	Classes de lycée général et technologique	Total second degré	Poids des académies en France métropolitaine (%)	Part du privé (%)	Part de lycéens en filière générale et technologique
Aix-Marseille	144 632	32 398	66 802	243 832	4,7	20,9	67,3
<b>Amiens</b>	<b>97 521</b>	<b>25 575</b>	<b>42 199</b>	<b>165 295</b>	<b>3,2</b>	<b>16,6</b>	<b>62,3</b>
Besançon	57 807	13 312	24 660	95 779	1,9	15,3	64,9
Bordeaux	145 042	32 994	64 897	242 933	4,7	19,1	66,3
Caen	72 947	16 321	31 734	121 002	2,4	22,8	66,0
Clermont-Ferrand	59 022	12 962	25 978	97 962	1,9	23,1	66,7
Corse	13 093	2 428	6 145	21 666	0,4	6,4	71,7
Dijon	75 661	16 399	33 316	125 376	2,4	14,6	67,0
Grenoble	159 542	30 236	74 253	264 031	5,1	21,8	71,1
Lille	213 885	64 264	95 801	373 950	7,3	27,1	59,9
Limoges	29 592	7 275	14 039	50 906	1,0	10,2	65,9
Lyon	154 341	31 657	70 765	256 763	5,0	28,0	69,1
Montpellier	125 583	26 926	55 336	207 845	4,0	18,0	67,3
Nancy-Metz	113 451	30 832	53 953	198 236	3,9	15,8	63,6
Nantes	174 834	33 182	76 144	284 160	5,5	41,0	69,6
Nice	100 253	18 744	45 503	164 500	3,2	14,2	70,8
Orléans-Tours	120 875	23 365	54 843	199 083	3,9	15,2	70,1
Poitiers	79 095	15 315	33 633	128 043	2,5	15,8	68,7
Reims	65 706	17 217	29 391	112 314	2,2	17,1	63,1
Rennes	151 245	30 017	72 993	254 255	4,9	42,4	70,9
Rouen	95 830	22 344	44 328	162 502	3,2	16,7	66,5
Strasbourg	89 898	19 554	40 770	150 222	2,9	14,8	67,6
Toulouse	128 825	27 224	58 431	214 480	4,2	18,7	68,2
Paris	85 807	18 994	58 575	163 376	3,2	35,7	75,5
Creteil	212 042	49 800	102 364	364 206	7,1	13,7	67,3
Versailles	285 448	55 329	139 948	480 725	9,3	17,2	71,7
<i>Île-de-France</i>	<i>583 297</i>	<i>124 123</i>	<i>300 887</i>	<i>1 008 307</i>	<i>19,6</i>	<i>18,9</i>	<i>70,8</i>
<b>France métropolitaine</b>	<b>3 051 977</b>	<b>674 664</b>	<b>1 416 801</b>	<b>5 143 442</b>	<b>100,0</b>	<b>21,6</b>	<b>67,7</b>

SEGPA<sup>1</sup> : Section d'enseignement général et professionnel adapté - EREA2 : Etablissement régional d'enseignement adapté

Figure 5 - Orientation des élèves en fin de troisième vers un second cycle général et technologique



### Moins de poursuite des études après le CAP BEP

Une fois obtenu son CAP ou son BEP, un jeune peut prolonger ses études, soit en préparant un baccalauréat ou son équivalent professionnel, soit en suivant une première d'adaptation. En Picardie, seuls 45 % des jeunes concernés poursuivent ainsi leurs études, 5 points de moins qu'en moyenne nationale. Les poursuites des études après le CAP BEP jouent un grand rôle dans les résultats scolaires d'autres régions. Ce taux est le plus élevé en Île-de-France et en Bretagne où il atteint 54 %. Ces poursuites d'études après le CAP-BEP permettent aux académies les mieux placées comme celles de Rennes, Toulouse ou Nantes, d'améliorer encore leurs performances. D'autres académies limitent ainsi leur retard à la sortie du second cycle secondaire notamment par le recours à l'apprentissage (Besançon), voire parviennent à le combler (Lille, Nancy-Metz).

#### Part des jeunes qui, en fin de CAP-BEP, s'orientent vers un bac, un brevet professionnel ou une 1ère d'adaptation (en 2002-2003)

	Part d'élèves avec un CAP-BEP qui poursuivent des études (en %)
<b>Île de France</b>	<b>54</b>
<b>Rennes</b>	<b>54</b>
<b>Nantes</b>	<b>53</b>
<b>Toulouse</b>	<b>53</b>
<b>Besançon</b>	<b>53</b>
<b>Lille</b>	<b>52</b>
Grenoble	50
Clermont	49
<b>France métropolitaine</b>	<b>49</b>
Nancy-Metz	49
Limoges	49
Lyon	49
Reims	47
Rouen	47
Dijon	47
Caen	47
Poitiers	46
Montpellier	46
<b>Amiens</b>	<b>45</b>
Bordeaux	45
Orléans-Tours	44
Aix-Marseille	44
Strasbourg	43
Nice	42
Corse	35

Source : MEN-DEP et DESCO.

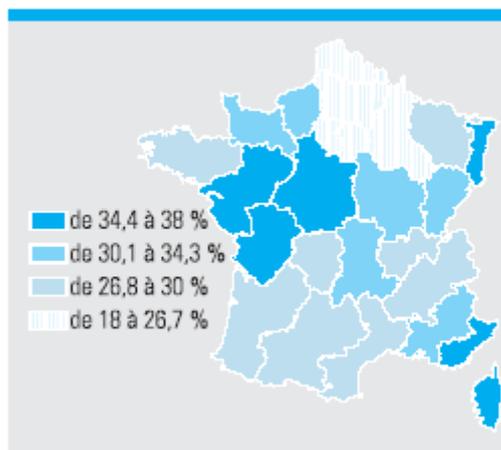
*Dans la voie professionnelle, la voie de l'apprentissage est peu développée en Picardie*

La voie professionnelle se partage entre scolaires et apprentis. L'apprentissage<sup>21</sup> est inégalement réparti sur le territoire, témoignant à la fois de traditions éducatives, de l'action des pouvoirs publics et des filières de recrutement dans les métiers de la région. L'apprentissage est peu développé dans les DOM et dans les Académies du Nord et de la région parisienne (Lille, Amiens, Reims, Créteil et Versailles : taux inférieur à 26 %). En revanche, la tradition de l'apprentissage est particulièrement

<sup>21</sup> « L'apprentissage : une voie de formation attractive, entre tradition et mutation » note d'information 08.33.

présente à Nantes, Strasbourg, Poitiers, où la formation professionnelle est très développée, mais également à Paris (36 %), Nice, Orléans et en Corse.

### Poids de l'apprentissage de niveau V et IV dans l'enseignement professionnel



Source : DEPP-enquête SIFA

(données au 31 décembre 2006)

niveau V : préparation d'un diplôme de second cycle court professionnel (CAP, BEP et autres)  
niveau IV : préparation d'un diplôme type brevet ou baccalauréat professionnels

*En Picardie, moins de collèges et de lycées privés qu'en moyenne*

Dans l'étude précédemment citée sur les performances scolaires des régions, une part élevée de l'enseignement privé est associée à la réussite scolaire<sup>22</sup>. Les régions Bretagne et Pays de la Loire, comptent beaucoup plus d'enfants scolarisés dans le privé que toutes les autres régions. Ce sont aussi les deux régions qui ont la plus faible part de sans diplôme. Sur les 4 autres régions qui ont une part du privé supérieur à la moyenne, trois ont également une moindre part de sans diplôme (Auvergne, Basse-Normandie et Rhône-Alpes). En revanche, le Nord-Pas-de-Calais enregistre de nombreuses sorties sans diplôme<sup>23</sup> bien que le privé y soit assez développé.

La Picardie a une part d'élèves dans le privé plus faible que la moyenne : en Picardie, 9 % des élèves du 1<sup>er</sup> degré et 17 % de ceux du second degré sont inscrits dans le privé contre respectivement 14 % et 22 % en moyenne nationale. La Somme présente des taux d'élèves inscrits dans le privé proches de la moyenne nationale, nettement plus élevés que ceux des deux autres départements picards.

<sup>22</sup> Rappelons que ce résultat est établi « toutes choses égales par ailleurs », c'est à dire quelle que soit l'origine sociale de l'enfant (du moins telle qu'elle peut être mesurée).

<sup>23</sup> Moins cependant que le nombre attendu eut égard au niveau de diplôme des parents et à leur catégorie socioprofessionnelle.

## 2.2) D'autres caractéristiques de l'appareil scolaire ont des effets limités

En primaire, les classes ne sont pas plus chargées qu'en moyenne

La moindre réussite des enfants picards en primaire ne peut pas s'expliquer par des classes plus chargées qu'en moyenne. Au contraire, celles-ci comptent un peu moins d'élèves en Picardie (23,3 enfants dans le public) que pour l'ensemble de la métropole (23,8). La taille moyenne des classes primaires varie très peu d'une Académie à l'autre : dans le public, l'écart ne dépasse pas 3 élèves entre la Corse où la taille moyenne est la plus petite, et Versailles où elle est la plus grande. L'Académie d'Amiens se situe à un niveau moyen.

### Taille des classes dans le 1<sup>er</sup> degré en 2007-2008 et proportion d'internes à la rentrée 2003

Source : MEN-DEPP

Académies	Nombre moyen d'élèves par classe* dans le 1 <sup>er</sup> degré année 2007-2008		Proportion d'internes à la rentrée 2003 (Public + privé)	
	Public	Privé	Lycée d'enseignement général et technologique	Lycée professionnel
Aix-Marseille	23,9	25,0	5,4	6,1
<b>Amiens</b>	<b>23,3</b>	<b>25,4</b>	<b>8,9</b>	<b>12,5</b>
Besançon	22,9	24,5	13,7	19,9
Bordeaux	23,8	25,3	11,5	22,0
Caen	23,4	24,0	12,8	23,3
Clermont-Ferrand	21,9	23,9	14,4	22,5
Corse	21,8	26,6	5,0	13,5
Créteil	24,4	25,2	1,8	1,6
Dijon	22,2	24,1	12,4	20,2
Grenoble	23,8	24,4	8,7	16,5
Lille	24,1	25,1	4,6	3,4
Limoges	22,6	24,6	15,4	38,0
Lyon	24,4	25,2	6,2	7,0
Montpellier	23,5	24,7	7,1	14,7
Nancy-Metz	22,6	23,6	8,4	10,7
Nantes	24,1	25,4	10,9	16,3
Nice	24,0	25,7	5,5	7,5
Orléans-Tours	23,7	24,9	10,2	16,7
Paris	24,8	25,0	2,8	0,0
Poitiers	23,7	24,4	13,8	25,2
Reims	22,7	24,7	13,0	14,9
Rennes	24,2	24,9	10,5	23,0
Rouen	23,2	24,8	5,4	9,6
Strasbourg	23,8	28,9	5,3	3,0
Toulouse	23,4	24,5	13,1	23,0
Versailles	24,9	25,8	1,7	1,8
<b>France métropolitaine</b>	<b>23,8</b>	<b>24,3</b>	<b>7,5</b>	<b>12,6</b>

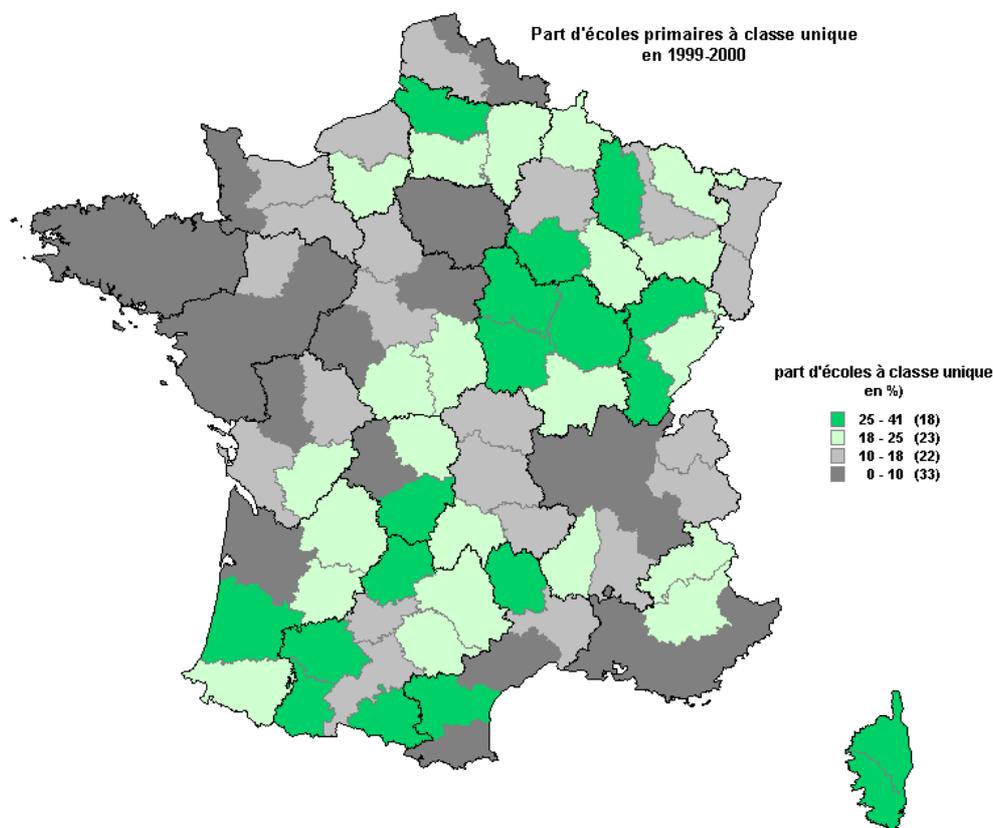
\* hors ASH : Adaptation scolaire et scolarisation des élèves handicapés

### *Des internes moins nombreux que dans d'autres régions rurales*

En Picardie, la part de lycéens qui vivent en internat est proche de la moyenne nationale, et même un peu supérieure dans les lycées généraux et technologiques. Cette proportion est toutefois moins élevée que ce à quoi on pourrait s'attendre. En effet, l'internat est surtout développé dans les régions où l'espace rural tient une place importante et auxquelles on pourrait associer la Picardie. Dans notre région, les internats sont ainsi moins fréquents qu'en Limousin, Poitou-Charentes, Basse-Normandie, Bourgogne ou Auvergne. On pourrait donc se demander si le développement des internats ne serait pas l'une des voies d'une meilleure réussite scolaire.

### *Plus de classes uniques qu'en moyenne nationale*

Nos trois départements ont une proportion d'écoles primaires à classe unique plus forte que la moyenne nationale (13 %). La Somme est même le 3<sup>ème</sup> département français pour sa part d'écoles à classe unique (30 %). Ce mode de scolarisation est dû en partie aux regroupements scolaires et donc généralement plus répandu dans les départements ruraux. L'effet des classes uniques sur la trajectoire scolaire ne peut s'apprécier directement des comparaisons spatiales et son examen nécessiterait des données et des investissements complémentaires. Les classes uniques sont certes plus répandues dans trois régions qui comptent le plus de sorties sans diplôme, la Picardie, la Bourgogne et la Corse. Toutefois, elles sont peu présentes dans deux régions aux performances également sous la moyenne, le Nord-Pas-de-Calais et la région PACA<sup>24</sup>. En outre, les classes uniques sont également présentes dans des régions qui ont de bons résultats, l'Aquitaine, Midi-Pyrénées et le Limousin.



Source : MEN-DEP

<sup>24</sup> On peut y ajouter l'Académie de Créteil.

La taille des écoles primaires semble être sans effet sur les résultats des élèves. L'observation des résultats des évaluations effectuées en 2008 dans les classes de 6<sup>ème</sup> montre que la réussite est indépendante du nombre d'élèves qu'il y avait dans l'école d'origine. En effet, les élèves issus d'écoles primaires de petite taille ont une réussite moyenne identique à celle des enfants issus des établissements les plus grands. Le score est également identique pour les élèves venant des écoles d'effectif intermédiaire.

### Résultats aux évaluations en sixième selon la taille des CM2 de l'école primaire d'origine

Source : rectorat rentrée 2008-2009

Décile de taille des CM2 de l'école primaire d'origine	Score moyen aux évaluations en 6 <sup>ème</sup>	nombre moyen d'élèves entrant en 6 <sup>ème</sup>
0	87,9	4,5
1	89,7	9,1
2	88,3	11,9
3	89,0	15,0
4	88,1	18,1
5	86,9	20,9
6	87,9	23,9
7	88,2	28,0
8	86,4	34,6
9	88,6	47,1

*Lecture : En Picardie, les 10% d'écoles les plus petites envoient en moyenne 4,5 élèves au collège par an, et ces élèves ont en moyenne 87 points à l'évaluation en 6ème. Les 10% d'école les plus grandes envoient en moyenne 47 élèves et ceux-ci ont 88 points à l'évaluation.*

*Pas d'éléments probants sur des dépenses éducatives moins intenses qu'ailleurs*

En France, les dépenses publiques d'éducation se sont fortement accrues en 30 ans, ce qui a permis un accès bien plus large à l'enseignement des catégories populaires. Cette dépense a ainsi été multipliée par sept<sup>25</sup> entre 1975 et 2002 (en euros courants). La part des ménages dans le financement de l'éducation de leurs enfants décroît également : elle est passée de 10,7 % en 1975 à 6,4 % en 2002.

Les dépenses par élève sont très voisines entre les régions de métropole, que l'on considère les dépenses par élève, par collégien ou par lycéen. Les chiffres sont également proches que l'on considère les dépenses gérées par l'Éducation Nationale ou celles des collectivités locales. En Picardie, au début des années 2000, la dépense du ministère pour un élève du primaire était de 5 % en dessous de la moyenne nationale. Celles de l'État et des collectivités locales pour un collégien dépassaient de 7 % la moyenne. Ces différences entre les régions sont en outre difficiles à interpréter car elles reflètent, moins que la mise en œuvre de politiques éducatives, des évolutions qui échappent largement à la décision comme les écarts du cycle des investissements ou le vieillissement inégal des enseignants.

<sup>25</sup> Education et formation n°66 de 2003 par Caille et Lemaire.

## Dépenses publiques d'Éducation en 2001

Source : MEN-DEP

Unité : €

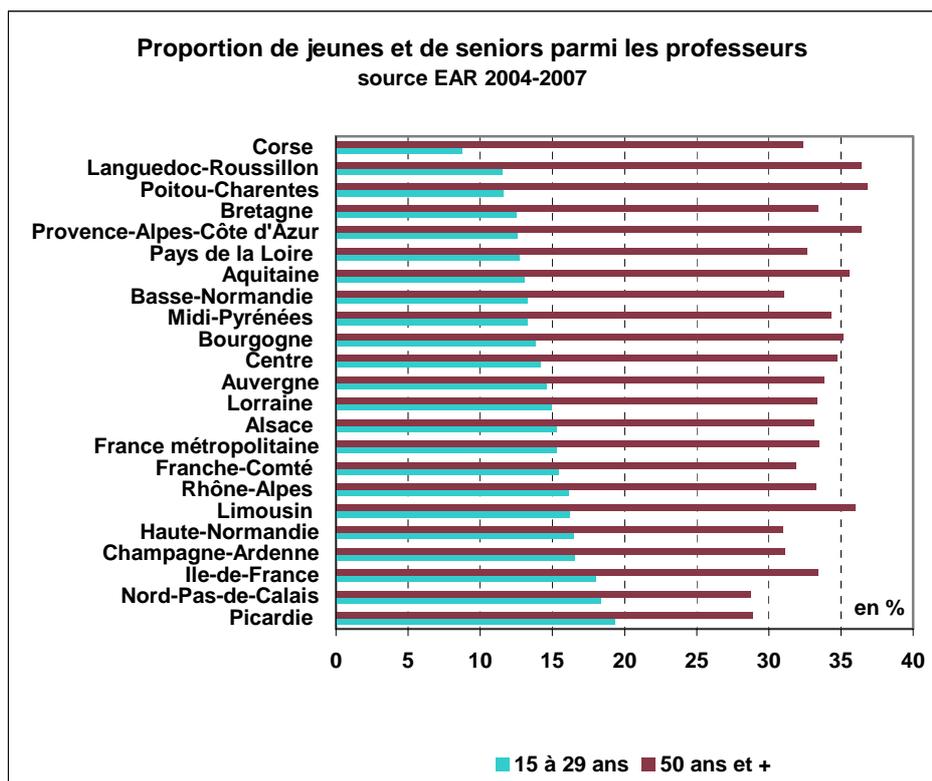
Régions	Dépenses moyennes du MEN par écolier	Dépenses du ministère de l'Éducation nationale par collégien	Dépenses des Départements par collégien	Dépenses du MEN et des collectivités territoriales par collégien
Île-de-France	2 187	4 770	816	5 586
Champagne-Ardenne	2 152	4 962	847	5 809
<b>Picardie</b>	<b>2 050</b>	<b>4 999</b>	<b>1 001</b>	<b>6 000</b>
Haute-Normandie	2 036	4 543	876	5 418
Centre	2 092	4 793	845	5 637
Basse-Normandie	2 132	5 022	669	5 690
Bourgogne	2 210	4 937	885	5 822
Nord-Pas-de-Calais	2 062	4 585	979	5 564
Lorraine	2 167	4 956	712	5 668
Alsace	2 099	4 900	636	5 536
Franche-Comté	2 264	5 244	959	6 203
Pays de la Loire	2 031	4 663	729	5 392
Bretagne	2 104	4 779	666	5 444
Poitou-Charentes	2 206	5 112	815	5 927
Aquitaine	2 227	4 876	718	5 594
Midi-Pyrénées	2 379	5 433	951	6 383
Limousin	2 378	5 761	2 829	6 589
Rhône-Alpes	2 064	4 510	730	5 239
Auvergne	2 385	5 418	756	6 174
Languedoc-Roussillon	2 233	4 689	1 065	5 753
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 108	4 603	756	5 359
Corse	2 830	6 173	621	6 794
<b>France Métropolitaine</b>	<b>2 149</b>	<b>4 813</b>	<b>813</b>	<b>5 626</b>

*En Picardie, des enseignants au profil assez près de la moyenne nationale*

Les enseignants en Picardie sont un peu plus jeunes qu'en moyenne : 19,3 % des professeurs picards ont moins de 30 ans contre 15,3 % pour l'ensemble de la France. Deux tiers des enseignants du premier degré sont des femmes, ce qui dépasse un peu la moyenne. Dans le second degré en revanche, les enseignants de Picardie comptent 45 % d'hommes, ce qui dépasse un peu la moyenne nationale (43 %). Ceci tient à la place plus forte de l'enseignement professionnel dans lequel les hommes sont davantage représentés. L'âge et le sexe des professeurs sont en outre liés au type d'enseignement prodigué. Les femmes sont majoritaires dans les disciplines générales et dans le domaine des services, alors qu'elles sont largement minoritaires dans le domaine de la production. Les professeurs des disciplines générales sont en moyenne plus jeunes que ceux des domaines de la production, qui sont eux-mêmes plus jeunes que ceux dans le domaine des services.

Après celles de Créteil, de Corse et de Bordeaux, la Picardie est l'Académie qui comporte la plus grande proportion d'enseignants du secondaire non titulaires : 3,8 % de non titulaires à la rentrée 2007 en Picardie contre 2,9 % en France métropolitaine. A priori, la jeunesse de son corps enseignant ne suffit pas à expliquer ce phénomène : l'Académie de Bordeaux présente la même part de non-titulaires que la Picardie et sa part d'enseignants de moins de 30 ans est pourtant trois fois plus faible.

Toutefois, sur ces critères d'âge, de sexe ou de situation statutaire, les enseignants présentent des profils très proches entre toutes les régions de métropole. Des différences aussi faibles ne sauraient être une explication convaincante des contrastes de la réussite scolaire entre les régions.



*Un peu plus de jeunes professeurs originaires d'autres régions*

Chez les professeurs qui vivent en Picardie, 58,8 % sont nés hors de la région, soit cinq points de plus qu'en moyenne des régions de métropole (53,8 %). La Picardie est l'une des régions qui accueillent le plus d'enseignants nés dans le reste du pays. Elle partage cette particularité avec les régions attractives du Sud. Près des deux tiers des professeurs du Languedoc-Roussillon ou de PACA sont également nés en dehors de leur région de résidence. Toutefois, les migrations interviennent à des moments très différents de la carrière. Selon le système de mobilité en vigueur dans la fonction publique, les enseignants qui partent vers les régions du Sud sont souvent des professionnels expérimentés qui obtiennent cette mutation après avoir rempli les critères d'ancienneté nécessaires. En revanche, ceux qui arrivent en Picardie sont souvent des jeunes sur leurs premiers postes. C'est parmi les jeunes professeurs de moins de 30 ans que la Picardie compte le plus d'enseignants originaires d'une autre région : 62,8 %, ce qui la place en tête de toutes les régions sur ce critère. Ce phénomène n'est pas propre aux enseignants. La Picardie est la région où la part de cadres qui viennent occuper temporairement un poste dans la région est la plus forte de toutes les régions : la part des cadres qui habitaient en Picardie 5 ans auparavant mais ne l'habitent plus aujourd'hui et n'y sont pas nés est de 13,9 %, le plus fort taux de toutes les régions (contre 8,5 % des cadres français qui n'habitent plus la même région qu'il y a 5 ans et ne sont pas nés dans cette région de résidence actuelle).

La présence de nombreux jeunes en premier poste originaires d'autres régions est parfois désignée comme une source de difficultés dans l'exercice d'une profession<sup>26</sup>. Il est difficile toutefois de faire un lien entre la jeunesse et la mobilité du corps professoral d'une part, et la réussite scolaire des élèves d'autre part. La Bretagne a certes un corps d'enseignants très stable, mais c'est aussi le cas d'autres régions aux performances en dessous de la moyenne, comme le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine, ou la Franche Comté. En outre, compte tenu de la faible taille et du poids très inégal des régions françaises, une forte mobilité des professionnels entre elles est largement inévitable (voir encadré).

<sup>26</sup> Dans le débat public comme dans les arguments des syndicats de police, il est souvent invoqué que les difficultés des forces de l'ordre en banlieue parisienne sont amplifiées par le fait qu'elles comptent de nombreux jeunes policiers en premier poste originaires du reste du pays.

### Les déterminants de la mobilité des enseignants

- Un effet taille : le Nord-Pas-de-Calais contient une population double de celle de la Picardie, et trouve donc plus facilement sur son territoire les enseignants dont il a besoin. Au concours externe de recrutement de professeurs des écoles session 2007<sup>27</sup>, le taux de réussite (admis sur présents) est de 28,8 %, ce qui constitue le taux le plus élevé après celui de Créteil (33,4 %). Il s'avère donc plus difficile de recruter en Picardie qu'ailleurs et la concurrence y est aussi moins forte.
- La croissance démographique : les régions où le nombre d'élèves scolarisés augmente ont besoin de nouveaux enseignants. La région Haute-Normandie présente comme la Picardie une proportion élevée de professeurs originaires d'autres régions et dans ces deux régions, la fécondité est élevée. Ceci explique également la plus grande jeunesse des enseignants dans les régions du Nord de la France (Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Haute-Normandie, etc.)
- L'appareil universitaire constitue également un facteur important : les régions où la faculté est moins importante forment peut être moins de professeurs sur leur territoire. Les universités de Picardie ou du Centre accueillent peu d'étudiants relativement à leur population, Poitou-Charentes et Haute-Normandie assez peu également, alors que le Nord-Pas-de-Calais et la Bretagne possèdent des universités bien plus conséquentes.
- L'attractivité de la région : deux tiers des enseignants de Languedoc-Roussillon ou PACA sont originaires d'une autre région. En Picardie, où les postes à pourvoir sont nombreux, nombre de jeunes arrivent au début de leur carrière professionnelle.

### *Un concours de professeur des écoles un peu moins sélectif*

En Picardie, 43,4 % des instituteurs sont nés en dehors dans la région, ce qui est à peine supérieur à la moyenne des régions de métropole (41,3 %). Dans le contexte de nombreux postes à pourvoir et d'une moindre attractivité de la région, le concours de professeurs des écoles est un peu moins sélectif qu'en moyenne. En 2007, 29% des candidats qui ont passé le concours dans l'Académie d'Amiens ont été reçus contre 21 % à l'échelle nationale. Seule l'Académie de Créteil présente un taux plus élevé de réussite (33 %).

<sup>27</sup> Note d'information 09.12 « concours de recrutement de professeurs des écoles session 2007 ».

### Concours externes de recrutement de professeurs des écoles - Session 2007

Source : MEN-DGRH - système de gestion OCEAN

Académies	Taux de réussite (% admis / présents au concours)	Présents au concours / Postes offerts
Créteil	33,4	3,1
<b>Amiens</b>	<b>28,8</b>	<b>3,6</b>
Versailles	28,7	3,6
Paris	24,0	4,3
Rouen	22,4	4,6
Strasbourg	21,7	5,7
Dijon	21,5	5,0
Nancy-Metz	21,1	5,0
Orléans-Tours	20,9	5,1
<b>France métropolitaine</b>	<b>20,8</b>	
Reims	20,4	5,2
Limoges	19,4	5,5
Lille	19,4	5,5
Poitiers	19,0	5,5
Lyon	18,7	5,7
Grenoble	18,2	5,8
Nice	17,9	6,1
Nantes	17,7	5,9
Besançon	17,5	6,0
Clermont-Ferrand	17,0	6,0
Caen	16,7	6,3
Bordeaux	16,5	6,6
Rennes	16,5	6,7
Montpellier	15,6	7,5
Toulouse	15,5	6,8
Aix-Marseille	14,0	7,5
Corse	12,8	14,1

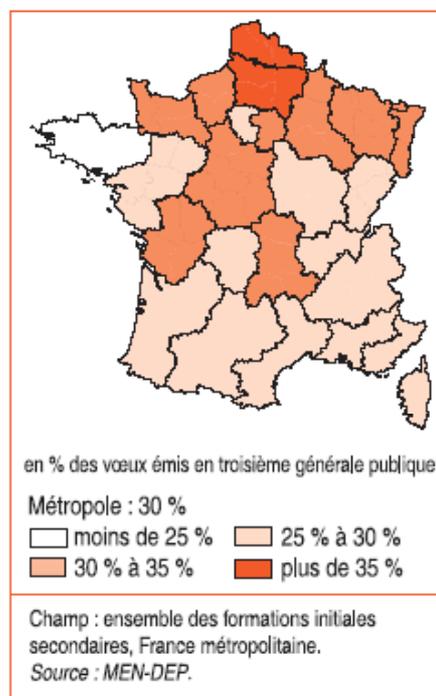
### 3) A structures identiques, une moindre ambition scolaire.

Parmi les raisons des moins bons résultats scolaires de la Picardie, il faut ajouter une attitude moins ambitieuse vis-à-vis de la réussite scolaire ou une moindre persévérance des familles. A situation identique, les élèves de Picardie comme ceux du Nord-Pas-de-Calais interrompent plus souvent leurs études que dans le reste de la France. Cette moindre ambition vis-à-vis de l'école ne saurait être justifiée par les structures locales du marché du travail. Au contraire, dans une région où les qualifications sont moins élevées qu'en moyenne, le diplôme confère à celui qui le détient un avantage accru.

En fin de 3<sup>ème</sup>, des choix d'orientation moins ambitieux des parents picards

En Picardie comme dans le Nord-Pas-de-Calais, élèves et parents se montrent les moins ambitieux quant au parcours scolaire. Par exemple, ce sont dans ces deux régions qu'en fin de troisième, les vœux d'orientation se portent le plus vers un second cycle professionnel. A ce stade de la scolarité, les familles formulent pour leur enfant un vœu en faveur d'un redoublement ou d'une orientation<sup>28</sup> vers une filière professionnelle, générale ou technologique : à la rentrée 2002-2003, les vœux en faveur d'un second cycle professionnel ont été les plus fréquents dans les Académies de Lille (40 %) et d'Amiens (36 %) (contre 30 % en France métropolitaine). En Bretagne et en Île-de-France, un parent sur quatre seulement émet pour son enfant le vœu qu'il suive un second cycle professionnel. Les vœux formulés en faveur de la filière professionnelle sont toujours satisfaits par les conseils de classe, contrairement aux demandes pour la filière générale ou technologique. Dans les Académies où les demandes pour un second cycle général ou technologique sont moins nombreuses qu'ailleurs, comme celles de Lille et d'Amiens, elles sont de ce fait, plus souvent acceptées par les conseils de classe.

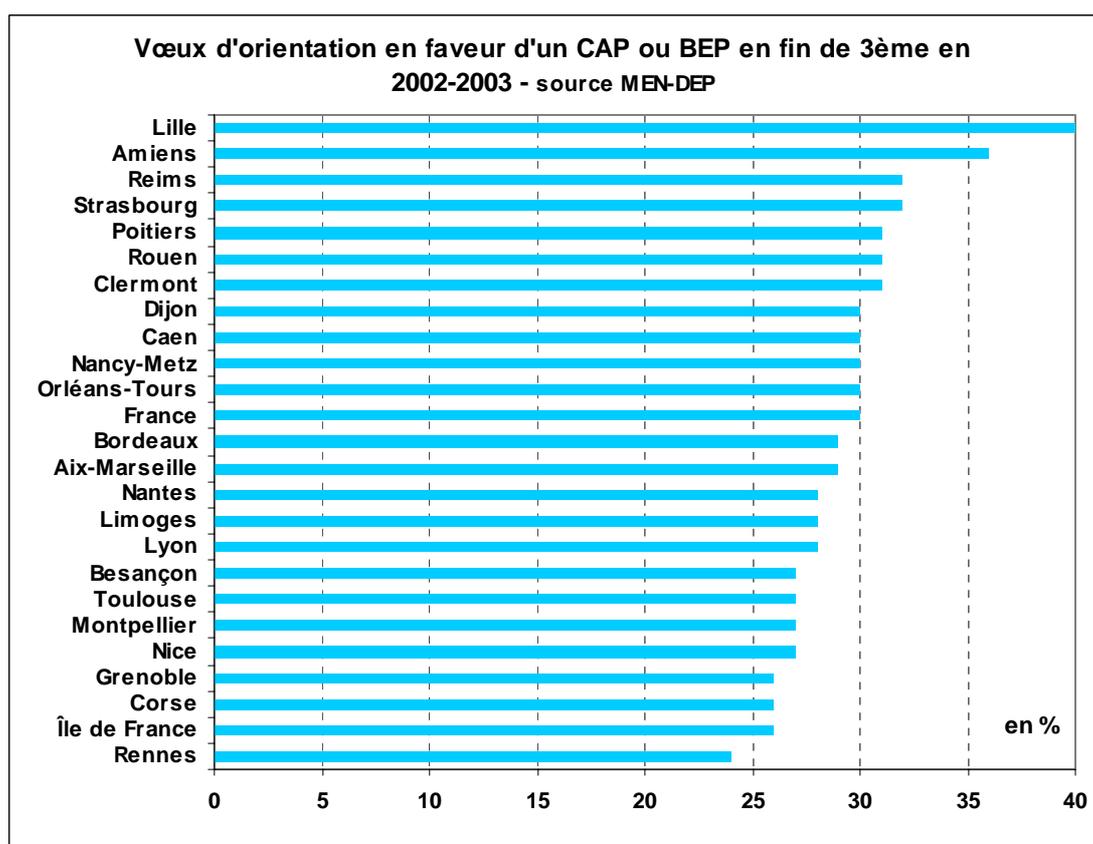
**Figure 6 - Vœux des familles en faveur d'une orientation en fin de troisième vers un second cycle professionnel (2002-2003)**



<sup>28</sup> Données sociales 2006 « Trajectoires scolaires dans le secondaire entre 1996 et 2002 : des bilans académiques inégaux » Florence Léger.

### Une moindre ambition, reflet des structures sociales

La moindre ambition des familles du Nord et de Picardie résulte en partie des structures sociales. La demande d'orientation reste socialement très différenciée. « A niveau scolaire équivalent », les familles des milieux aisés expriment des demandes d'orientation plus ambitieuses que celles de milieux modestes. Il y a une très forte corrélation (0,89) entre la part de familles exprimant un vœu en faveur d'une orientation vers une seconde générale ou technologique et la proportion de familles aisées<sup>29</sup> présentes dans une Académie. De même, la corrélation est également forte (0,86) entre le vœu plus souvent exprimé par les parents pour un BEP CAP et la part de familles plutôt défavorisées. L'Académie d'Amiens a une proportion de familles « aisées » de 37 % contre 46 % en moyenne nationale. Seule celle de Lille arrive derrière avec 34 %.



Une étude faite en 2003 par l'éducation nationale<sup>30</sup> montre que les familles appartenant aux milieux les plus favorisés et celles qui sont les plus diplômées expriment toujours des demandes de formation plus ambitieuses même quand leur enfant n'a pas une meilleure réussite scolaire. Il est ainsi observé qu'avec des notes au contrôle continu du brevet entre 9 et 12, 94 % des parents cadres contre seulement 67 % des parents ouvriers demandent une orientation vers le second cycle général et technologique. A résultats scolaires équivalents, les parents ouvriers font moins souvent appel d'une décision d'orientation concernant leur enfant que les parents cadres.

<sup>29</sup> Responsable parental est indépendant, enseignant, cadre ou technicien.

<sup>30</sup> Education et formation n°66 de 2003 par Caille et Lemaire.

### *A situation sociale identique, une moindre ambition en Picardie*

L'attitude moins ambitieuse vis-à-vis de la réussite scolaire des familles picardes ne résulte pas toute entière des effets « structurels » de l'origine sociale. Elle revêt également une dimension spécifique<sup>31</sup>. A même situation de diplôme ou de catégorie sociale, les parents picards se montrent moins ambitieux que dans le reste de la France. Les études du ministère de l'Éducation nationale établissent que les écarts d'orientation scolaire persistent lorsque l'on raisonne « toutes choses égales par ailleurs ». L'accessibilité aux équipements joue probablement un effet important. Les jeunes des régions plus rurales comme la Picardie trouvent peut être moins facilement près de chez eux un établissement qui offre la filière, la spécialité ou la section qu'ils souhaiteraient suivre. A résultats ou situation familiale comparables, les jeunes picards apparaissent ainsi moins ambitieux que ceux des régions dotées de fortes métropoles.

Les analyses de la mobilité sociale ont été fortement marquées par la question de savoir s'il existait une rationalité dans la moindre ambition des catégories populaires vis-à-vis de l'école. Citant les analyses de Levy Garboua, Claude Thélot explique dans *Tel père tel fils ?* que « le rendement économique de l'école varie selon le milieu d'origine ». Un même niveau de diplôme permet aux personnes d'accéder à des positions très différentes selon la catégorie sociale et le diplôme de leur père. Dans un livre de 1973 resté célèbre, *L'inégalité des chances*, Raymond Boudon a montré que ces effets sont amplifiés dans un contexte d'inadéquation quantitative entre la structure sociale et la structure scolaire, par exemple s'il y a davantage de diplômes décernés que d'emplois à pourvoir. Sans vouloir nous inscrire dans ces débats d'ensemble sur le rendement économique des études, il convient de souligner que la moindre ambition des Picards en matière scolaire ne saurait être justifiée par les structures régionales du marché du travail. Au contraire, plusieurs analyses menées par l'Insee Picardie<sup>32</sup> montrent que le diplôme confère à son détenteur des avantages plus marqués que dans le reste du pays. Par rapport aux autres régions, un diplôme identique accroît davantage en Picardie les chances d'accéder à l'emploi, gagner un meilleur salaire ou occuper un poste plus qualifié.

Le rôle du diplôme dans l'accès à l'emploi est mis en évidence dans l'analyse suivante, par la technique statistique du « odd ratio », ou rapport de chances qui permet de comparer des taux. Dans toutes les régions, le risque de chômage diminue avec le niveau de diplôme. En Picardie, le taux de chômage est de 5 % pour les titulaires d'un diplôme universitaire du second ou troisième cycle, alors qu'il s'élève à 21 % pour les sans diplôme. Par rapport à une personne pourvue du BEPC ou du brevet, une autre dépourvue de diplôme voit son risque de chômage multiplié par 1,51 en Picardie. Ces rapports de chance sont plus élevés que dans 20 des 21 autres régions de France métropolitaine, seul le Nord-Pas-de-Calais ayant des rapports encore plus élevés. Ceci atteste que plus encore que dans les autres régions, le diplôme protège les actifs picards du chômage.

De même, à poste identique, les Picards sont généralement moins diplômés qu'en moyenne nationale. Si en France, 57% des cadres ont un diplôme de niveau 2 ou trois, en Picardie, ils ne sont que 42%.

### **Niveau de diplôme des ingénieurs et cadres d'entreprise en Picardie et en France métropolitaine**

Source : Insee, EAR 2004-2007

Diplôme	en %	
	Picardie	France métropolitaine
aucun diplôme (yc CEP)	4	2
diplôme < au bac	19	12
bac	16	12
Diplôme univ. 1er cycle	19	17
Diplôme univ. 2e ou 3e cycle	42	57
	100	100

<sup>31</sup> Qui contribue à l'effet local propre identifié au début de cette partie.

<sup>32</sup> Insee Picardie Relais n°118-2003 « Le chômage en Picardie : handicap d'une moindre formation, retombées favorables au contact de l'Île-de-France » par Vincent Hecquet et Frédéric Lainé et Insee Picardie Relais n°121-2003 « Les déterminants du salaire en Picardie » par Isabelle Collet.

	Aucun diplôme ou certificat d'étude		BEPC, brevet		CAP et BEP		Baccalauréat général et technique		Diplôme univ. 1er cycle		Diplôme univ. 2e ou 3e cycle		Total		Résumé	
	% de chômeurs	odd ratio par diplôme suivant	% de chômeurs	odd ratio par diplôme suivant	% de chômeurs	odd ratio par diplôme suivant	% de chômeurs	odd ratio par diplôme suivant	% de chômeurs	odd ratio par diplôme suivant	% de chômeurs	odd ratio par diplôme suivant	% de chômeurs	Chômeur	Total de la pop active	Moyenne odd ratio
Ile-de-France	19%	1,49	14%	1,16	12%	1,17	10%	1,53	7%	1,10	8%	1,29	633199	5492151	1,29	12
Champagne-Ardenne	20%	1,47	15%	1,21	12%	1,19	11%	1,69	7%	1,14	8%	1,34	80888	802863	1,34	5
Picardie	21%	1,51	15%	1,17	13%	1,22	11%	1,84	8%	1,24	5%	1,40	119325	839820	1,40	2
Haute-Normandie	22%	1,47	16%	1,16	14%	1,25	12%	1,76	7%	1,22	8%	1,37	117700	809609	1,37	3
Centre	17%	1,45	12%	1,20	11%	1,05	10%	1,55	7%	1,10	8%	1,27	127615	1109279	1,27	15
Basse-Normandie	17%	1,31	14%	1,17	12%	1,10	11%	1,67	7%	1,10	8%	1,27	78249	827123	1,27	14
Bourgogne	18%	1,48	13%	1,20	11%	1,13	10%	1,67	8%	1,11	8%	1,31	83451	710974	1,31	7
Nord-Pas-de-Calais	27%	1,85	18%	1,05	18%	1,31	14%	1,82	8%	1,34	8%	1,45	289838	1878442	1,45	1
Lorraine	19%	1,52	13%	1,19	11%	1,17	10%	1,71	8%	1,16	5%	1,35	119362	1011972	1,35	4
Alsace	15%	1,51	10%	1,39	8%	1,12	7%	1,49	5%	0,94	5%	1,29	71131	824353	1,29	11
Franche-Comté	18%	1,55	11%	1,19	9%	1,09	8%	1,68	5%	1,00	5%	1,30	51321	502108	1,30	10
Pays de la Loire	18%	1,34	12%	1,23	10%	0,87	11%	1,48	7%	1,06	7%	1,21	161754	1458313	1,21	20
Bretagne	14%	1,24	12%	1,18	10%	0,94	11%	1,39	8%	1,10	7%	1,17	139801	1262324	1,17	22
Poitou-Charentes	18%	1,27	15%	1,22	13%	1,06	12%	1,56	8%	1,18	7%	1,28	93694	717236	1,28	17
Aquitaine	19%	1,34	15%	1,18	13%	1,00	13%	1,47	8%	1,14	8%	1,23	172502	1292202	1,23	19
Midi-Pyrénées	18%	1,33	14%	1,15	13%	1,00	12%	1,45	8%	1,06	8%	1,20	143935	1132802	1,20	21
Limousin	18%	1,53	11%	1,12	10%	1,06	10%	1,48	7%	1,25	8%	1,28	32888	305791	1,28	13
Rhône-Alpes	17%	1,44	12%	1,18	11%	1,09	10%	1,53	7%	1,02	7%	1,25	288969	2602343	1,25	18
Auvergne	17%	1,44	12%	1,10	11%	1,06	11%	1,64	7%	1,09	8%	1,28	67314	579071	1,28	16
Languedoc-Roussillon	28%	1,63	18%	0,99	18%	1,21	16%	1,54	11%	1,17	10%	1,31	177601	959939	1,31	8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27%	1,65	18%	1,02	18%	1,27	15%	1,53	10%	1,14	9%	1,32	394118	1828045	1,32	6
Corse	24%	1,58	17%	0,81	20%	1,34	15%	1,58	10%	1,21	9%	1,30	18369	104625	1,30	9

Source : Insee, EAR 2004-2007

#### 4) Synthèse : les facteurs de la réussite scolaire

*Les déterminants de la réussite scolaire peuvent être évalués « toutes choses égales par ailleurs » grâce à la méthode de la régression logistique. Le poids du milieu familial se confirme avec éclat. Quand toutes leurs autres caractéristiques sont les mêmes, un fils de cadre en Picardie a 2,5 fois plus de chances de sortir diplômé du système éducatif qu'un fils d'ouvrier. Le handicap spécifique régional est également confirmé. Toutes choses égales par ailleurs, un jeune Picard a moins de chance de sortir diplômé que s'il habitait dans 19 des 21 autres régions de métropole.*

Pour mettre en évidence les facteurs de la réussite scolaire en Picardie comme en France nous procédons à une série de régressions logistiques. Cette technique statistique permet de mesurer l'impact spécifique d'une variable, la valeur des autres étant fixée. Les facteurs jouent dans le même sens et dans des proportions voisines sur les différents territoires, en Picardie, dans l'ensemble des régions de province et dans toute la France. Toutefois, l'effet des différents facteurs est toujours un peu plus marqué en Picardie.

Ces régressions confirment d'abord le poids de la reproduction sociale. En Picardie, à caractéristiques identiques, un fils d'ouvrier a moins de chances de sortir diplômé du système scolaire que celui d'une autre catégorie sociale : la probabilité est multipliée par 1,35 si son père est employé, par 1,55 si son père appartient à une catégorie intermédiaire. Si son père est cadre, la probabilité qu'il sorte diplômé est multipliée par 2,5. Il est également confirmé que l'inégalité scolaire s'exprime davantage en termes de capital social et culturel que comme une inégalité strictement économique. Dans la plupart des cas, l'effet du diplôme du père est plus déterminant que celui de sa catégorie sociale. Par rapport à un jeune dont le père est dépourvu de diplôme, quelqu'un dont le père possède un diplôme supérieur au bac voit ses chances de sortir lui-même diplômé multipliées par 2,5 en Picardie, par 2,75 en moyenne nationale.

A caractéristiques identiques, les filles réussissent nettement mieux que les garçons. Leur probabilité de succès est multipliée par 1,55 en Picardie, un peu plus encore qu'en moyenne nationale. Le nombre d'enfants dans la famille a également un fort impact. Par rapport à un enfant unique, l'enfant qui se trouve dans une famille de 2 enfants a 15 % de risque supplémentaire de sortir sans diplôme et celui qui se trouve dans une famille nombreuse<sup>33</sup> 55 % de plus. Le risque de sortir sans diplôme est également accru de 40 % pour l'enfant d'une famille monoparentale par rapport à celui d'un couple.

Le fait que les parents soient d'origine étrangère n'apparaît pas comme un handicap spécifique. A caractéristiques identiques, les enfants dont le père vient d'un autre pays européen réussissent mieux que ceux dont le père est né en France. Si le père vient d'un pays non européen, les enfants réussissent généralement aussi bien que les enfants de parents français. En Picardie, leur probabilité de succès est même de 35 % supérieure. Plusieurs études au niveau national ont relevé cet investissement spécifique des jeunes issus de l'immigration dans le système scolaire<sup>34</sup>. Les auteurs l'expliquent habituellement par les plus fortes aspirations des familles immigrées vis-à-vis de l'école.

En Picardie comme ailleurs, les jeunes qui vivent en couronne périurbaine semblent avoir un avantage spécifique. Ceci traduit sans doute des écarts de revenu qui ne recourent pas exactement ceux des autres variables, comme la catégorie socioprofessionnelle. En effet, c'est au pourtour des villes que résident habituellement les ménages les plus aisés. Du point de vue du territoire, on peut supposer que les enfants qui y habitent disposent plus souvent de logements plus grands et d'une bonne accessibilité aux équipements scolaires. Les enfants de l'espace rural et ceux des communes multi polarisées disposent également d'un avantage spécifique dans l'ensemble de la France comme dans les régions de province, mais pas en Picardie.

Les facteurs sont habituellement plus discriminants en Picardie. Par rapport à un fils d'ouvrier, un fils de cadre voit ses chances de sortir diplômé multipliées par 1,75 en moyenne nationale, mais par 2,5 en Picardie. Ceci résulte probablement des structures socioprofessionnelles marquées par une

<sup>33</sup> Famille avec 4 enfants ou plus.

<sup>34</sup> Résumées dans « La scolarité des enfants d'immigrés » par Louis-André Vallet et Jean-Paul Caille.

moindre qualification. Dans un contexte où les cadres sont plus rares, être fils de cadre confère un avantage accru.

**Influence des caractéristiques familiales d'un jeune\* sur les chances qu'il a de sortir avec un diplôme du système scolaire**

Probabilité de sortie du système scolaire avec un diplôme par rapport à la situation de la personne de référence de la famille

		Picardie	France métropolitaine	France de Province
Sexe	Femme	1,55	1,50	1,40
	Homme	Réf.	Réf.	Réf.
Nombre d'enfants de la famille	1 enfant	Réf.	Réf.	Réf.
	2 enfants	0,80	0,85	0,85
	3 enfants	0,60	0,65	0,60
	4 enfants ou +	0,45	0,45	0,45
Type de famille	Enfant d'un couple	Réf.	Réf.	Réf.
	Enfant d'une famille mono	0,65	0,60	0,60
Activité du parent chef de famille	Chômeur ou inactif	0,85	0,85	0,80
	<u>Actif ayant un emploi :</u>			
	Cadres et prof. intellectuelles supérieures, agric. exploitant	2,50	1,75	1,75
	Artisan, commerçant, chef d'entr.	1,50	1,15	1,10
	Professions intermédiaires	1,55	1,45	1,45
	Employés	1,35	1,20	1,25
	Ouvriers	Réf.	Réf.	Réf.
Pays de naissance du parent chef de famille	En métropole ou DOM-TOM	Réf.	Réf.	Réf.
	Etranger dans l'union européenne	1,50	1,15	1,10
	A l'étranger, hors de l'union européenne	1,35	ns	ns
Diplôme du parent chef de famille	Sans diplôme ou CEP	Réf.	Réf.	Réf.
	Inférieur au bac	2,10	2,10	2,15
	Supérieur ou égal au bac	2,50	2,75	2,80
Type de commune	Pôle urbain	Réf.	Réf.	Réf.
	Couronne périurbaine	1,25	1,25	1,35
	Commune multi polarisée	ns	1,15	1,20
	Espace rural	ns	1,15	1,20

Guide de lecture :

Ce tableau résulte d'une régression logistique, méthode statistique qui permet de mesurer la probabilité pour une personne dont les caractéristiques sont spécifiées, de se trouver dans une situation donnée. On mesure l'impact d'une variable, la valeur des autres étant fixée : les effets sont mesurés par rapport à la situation d'une personne de référence. Il s'agit ici d'un garçon, fils unique, vivant avec ses deux parents dans un pôle urbain, dont le père est un ouvrier né en France sans diplôme ou titulaire du seul CEP. Une personne qui présenterait ces mêmes caractéristiques, mais qui serait une fille, aurait une probabilité de sortir diplômée du système scolaire multiplié par 1,55 en Picardie, 1,50 en France, 1,40 en province.

ns : non significatif

Réf. égal 1

\*champ : jeunes de 15 à 29 ans ayant achevé leurs études et vivant avec leurs parents au RP 2006

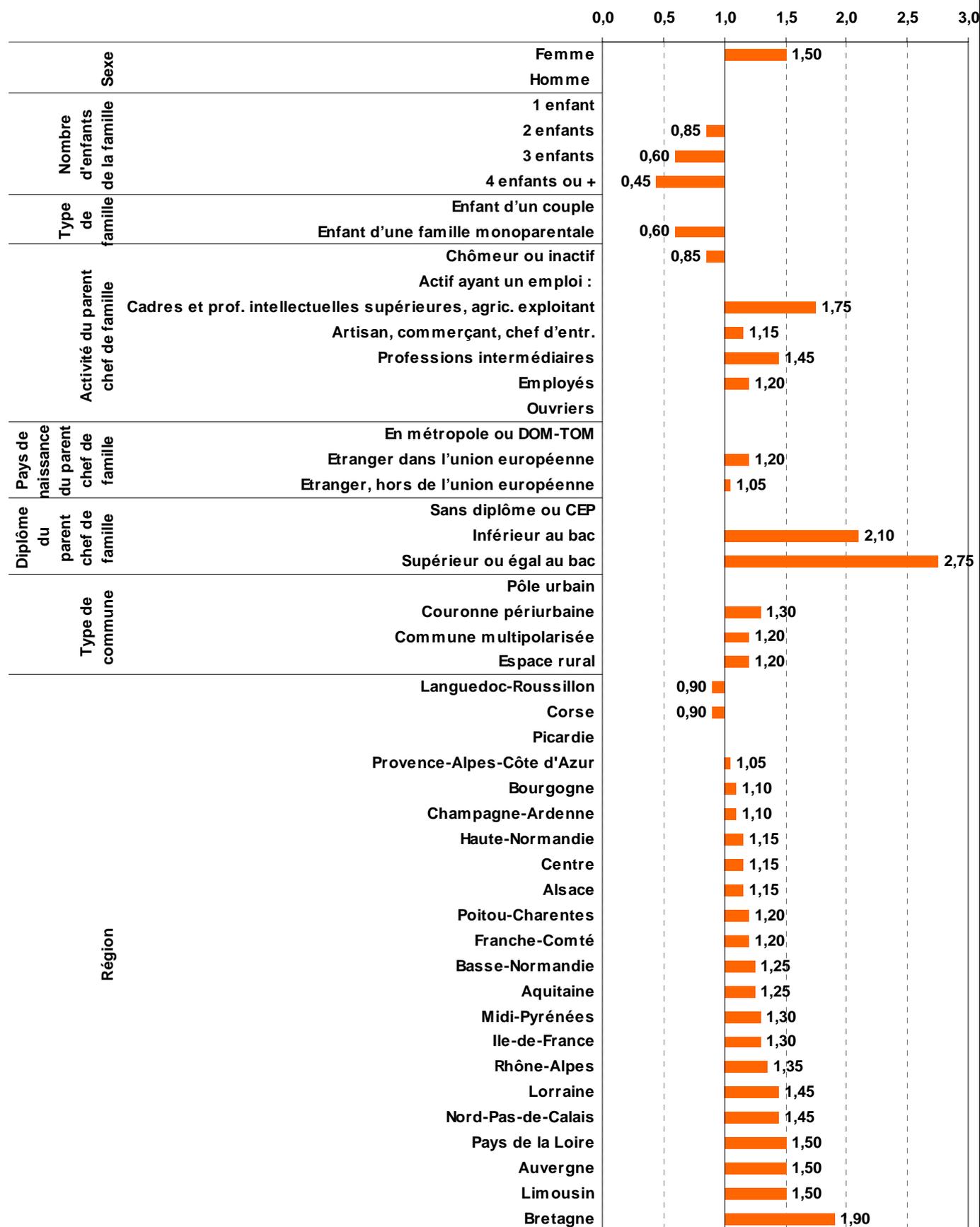
Toutes choses égales par ailleurs, les enfants ont encore des chances inégales de sortir diplômés du système scolaire selon la région où ils habitent. La régression de la page suivante fait apparaître ces effets spécifiques régionaux. Elle confirme le handicap particulier de la Picardie, indépendamment de la structure socio-économique de sa population. Dans 19 des 22 régions de métropole, à caractéristiques identiques, un jeune a davantage de chances de sortir diplômé qu'un jeune Picard. Seules les régions Languedoc-Roussillon et Corse présentent un handicap un peu plus prononcé que la notre.

Comme il apparaissait précédemment dans les résultats des régressions logistiques, les écarts de réussite scolaire tiennent aussi à des effets propres régionaux qui viennent renforcer les effets mesurables de la structure socio-économique. Ainsi, les régions qui ont de nombreuses sorties sans diplôme ont comme la Picardie, des effets spécifiques nettement moins favorables que les autres. On retrouve dans ce groupe les régions méditerranéennes (Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes Côte-d'Azur, Corse), celles entourant l'Île de France ou celles de l'Est. Symétriquement, dans les régions à forte réussite, les chances de succès apparaissent également toutes choses égales par ailleurs. En Bretagne, où le taux de sans diplôme est le plus faible de France, les chances spécifiques de réussite sont nettement plus fortes qu'ailleurs : un jeune Breton a ainsi 90 % de chance de plus de sortir diplômé qu'un Picard. Les régions du centre ou du sud-ouest de la France comptent elles-aussi peu de sorties sans diplôme. A caractéristiques identiques, les jeunes y ont environ 50% de chances en plus de sortir diplômés que les jeunes Picards.

La région Nord-Pas-de-Calais constitue toutefois une exception intéressante. Alors qu'elle compte elle-aussi des sorties sans diplôme plus nombreuses qu'en moyenne, elle bénéficie d'un effet propre favorable significatif. Toutes choses égales par ailleurs, un jeune qui y habite a 45 % de chance de plus de sortir diplômé qu'un jeune Picard. Dans le Nord-Pas de Calais, les handicaps liés à la structure socio-économique sont ainsi atténués en partie par des effets spécifiques, qui tiennent sans doute à un appareil de formation plus dense et plus diversifié en lien notamment avec le rayonnement de la métropole lilloise.

## Influence des caractéristiques familiales sur les chances qu'a un jeune français de sortir diplômé du système scolaire

source : Recensement de la population 2006 - exploitation complémentaire



### Guide de lecture :

Ce tableau résulte d'une régression logistique, méthode statistique qui permet de mesurer la probabilité pour une personne dont les caractéristiques sont spécifiées, de se trouver dans une situation donnée. On mesure l'impact d'une variable, la valeur des autres étant fixée : les effets sont mesurés par rapport à la situation d'une personne de référence. Il s'agit ici d'un garçon vivant en Picardie, fils unique, vivant avec ses deux parents dans un pôle urbain, dont le père est un ouvrier né en France sans diplôme ou titulaire du seul CEP. Une personne qui présenterait ces mêmes caractéristiques aurait une probabilité de sortir diplômée du système scolaire de 10 % inférieure en Corse ou en Languedoc Roussillon (multipliée par 0,90), mais pratiquement deux fois plus élevée en Bretagne (multipliée par 1,90).

## Annexe

### Nomenclature utilisée par le ministère de l'éducation nationale pour classer les PCS du chef de famille

Classification rectorat	PCS nomenclature en 24 ou 42 postes
<b>FAVORISEE A</b>	23 - Chefs d'entreprise 10 salariés ou plus 31 - Professions libérales 33 - Cadres de la fonction publique 34 - Professeurs, professions scientifiques 35 - Professions de l'information, des arts 37 - Cadres admin. et commerciaux entreprise 38 - Cadres techniques d'entreprise 42 - Professeurs des écoles, instituteurs
<b>FAVORISEE B</b>	43 - Professions intermédiaires santé social 44 - Clergé, religieux 45 - Professions interméd. fonction publique 46 - Prof. intermédiaires admin. entreprises 47 - Techniciens 48 - Contremaîtres, agents de maîtrise 73 - Anciens cadres prof. Intermédiaires
<b>MOYENNE</b>	10 - Agriculteurs exploitants 21 - Artisans 22 - Commerçants et assimilés 52 - Agents de service fonction publique 53 - Policiers et militaires 54 - Employés administratifs d'entreprise 55 - Employés de commerce 56 - Personnels services aux particuliers 71 - Anciens agriculteurs exploitants 72 - Anciens artisans commer. chef entreprise
<b>DEFAVORISEE</b>	61 - Ouvriers qualifiés 66 - Ouvriers non qualifiés 69 - Ouvriers agricoles 76 - Anciens employés et ouvriers 81 - Chômeurs n'ayant jamais travaillé 82 - Inactifs divers (autres que retraités)

***sauf ceux qui n'ont jamais travaillé, les chômeurs ne sont pas distingués, ils sont enregistrés à leur PCS antérieure***

## Bibliographie

Florence Léger « Origine sociale, offre de formation et niveau atteint dans le secondaire » in *note d'information 06.15*, Ministère de l'éducation nationale, 2006.

Chi-Lan Do « Les représentations de la grande difficulté scolaire par les enseignants » in *note d'information 07.16*, Ministère de l'éducation nationale, 2007.

Florence Léger « Les sorties sans qualification : la baisse se poursuit » in *note d'information 08.05*, Ministère de l'éducation nationale, 2008.

Florence Léger « Trajectoires scolaires dans le secondaire entre 1996 et 2002 : des bilans académiques inégaux » in *données sociales*, Insee, 2006.

Catherine Moisan « Diversité régionale des parcours dans le secondaire » in *Éducation et formations* n°62, 2002.

Claude Thélot et Louis-André Vallet « La réduction des inégalités sociales devant l'école depuis le début du siècle », in *économie et statistique* n°334, Insee, 2000.

Éric Maurin, « *Le ghetto français : enquête sur le séparatisme social* », Seuil, La république des idées, 2004.

Yvette Grelet « Des territoires qui façonnent les parcours scolaires des jeunes », in *Bref* n°228, Céreq, 2006.

J.P. Caille et S. Lemaire « L'école réduit-elle les inégalités sociales ? » in *Éducation et formation* n°66, 2003.

Aurélié Demongeot et Elodie Leprévost « L'apprentissage : une voie de formation attractive, entre tradition et mutation » in *note d'information 08.33*, Ministère de l'éducation nationale, 2008.

Anne Évrard et Vincent Hecquet « Dans toute la Picardie, des actifs moins diplômés qu'en moyenne » in *Insee Picardie Relais* n°117, Insee, 2003.

Vincent Hecquet et Frédéric Lainé « Le chômage en Picardie : handicap d'une moindre formation, retombées favorables au contact de l'Île-de-France » in *Insee Picardie Relais* n°118, Insee, 2003.

Isabelle Collet « Les déterminants du salaire en Picardie » in *Insee Picardie Relais* n°121, 2003.

« L'origine géographique des agents de l'État », *Point Stat* n°2, Ministère de la fonction publique, 2003

Chantal Dutilleul et Vincent Houillon « Les migrations des jeunes diplômés, mythes ou réalités régionales » in *Profil* n°3, Insee Nord Pas de Calais, 2003.

Diane Marlat « Concours de recrutement de professeurs des écoles session 2007 », in *note d'information 09.12*, Ministère de l'éducation nationale, 2007.

« Les migrations internes en France de 1990 à 1999 », *Économie et Statistique* n°344, 2001.

Louis-André Vallet et Jean-Paul Caille « La scolarité des enfants d'immigrés », in [www.sociologie.u-bordeaux2.fr](http://www.sociologie.u-bordeaux2.fr)

Claude Thélot « Tel père, tel fils », 1982.

Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron « Les héritiers », 1964.